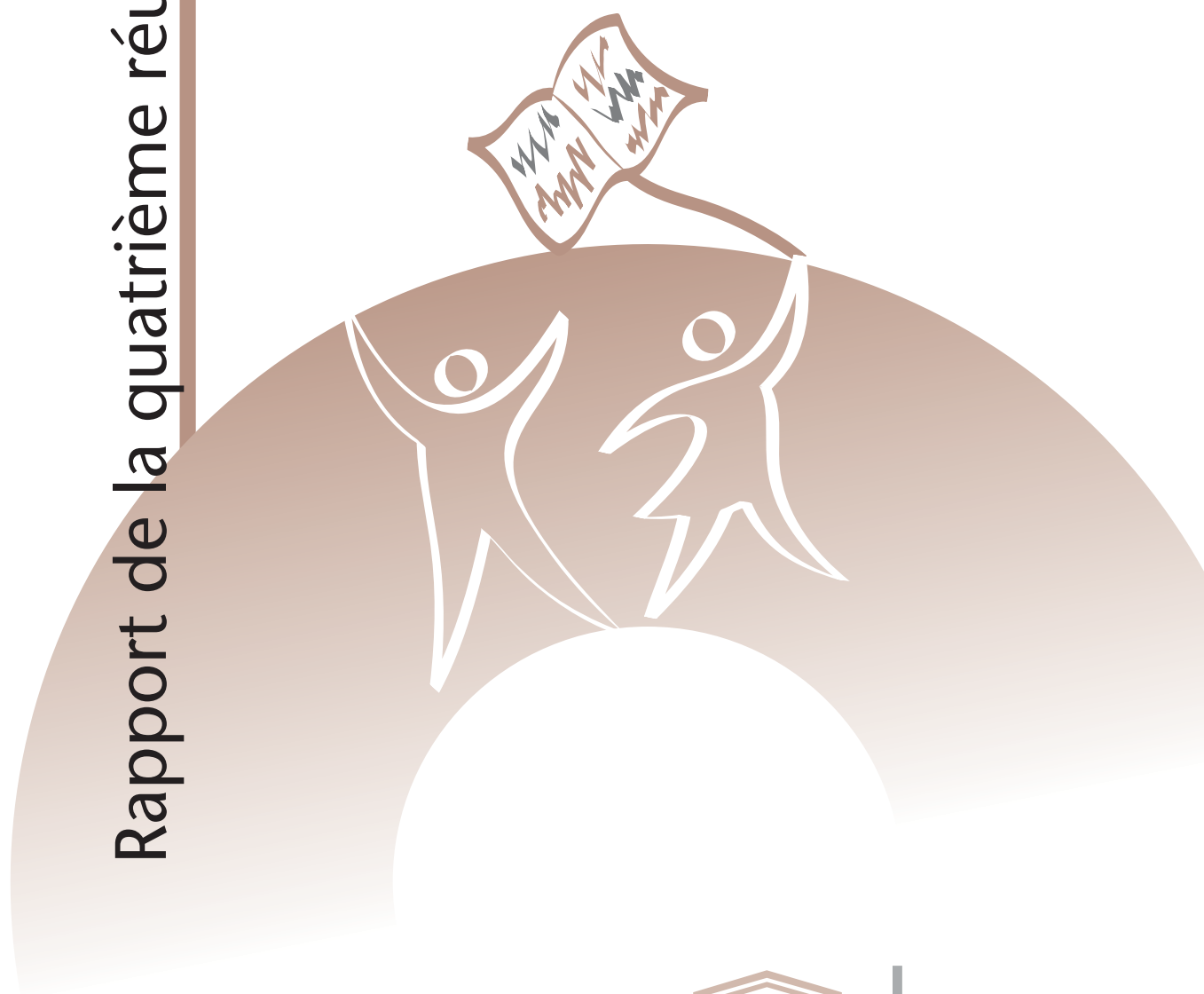


Rapport de la quatrième réunion

du Groupe de travail sur
l'éducation pour tous



UNESCO Paris
22-23 juillet 2003

Rapport de la quatrième réunion

du Groupe de travail sur
l'éducation pour tous



UNESCO Paris
22-23 juillet 2003

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

Unité du Suivi de Dakar
Secteur de l'éducation
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Téléphone : +33 (0) 1 45 68 11 40
Fax : +33 (0) 1 45 68 56 26/7
E-mail : dfu@unesco.org
Website : www.unesco.org

La version provisoire de ce rapport a été partagée avec l'ensemble
des participants du Groupe de travail sur l'éducation pour tous.
Qu'ils soient remerciés ici pour leurs commentaires et réactions.

Texte rédigé par ▷ Clinton Robinson
Traduction française ▷ Karine Brun
Impression ▷ UNESCO

Préface

Trois ans après Dakar, la quatrième réunion du Groupe de travail sur l'Éducation pour tous est la première qui aborde un thème spécifique – les programmes-phares de l'éducation pour tous (EPT). Ceux-ci ont évolué depuis Dakar, plus nombreux, soulevant des questions liées au partenariat, au leadership, au chevauchement et à l'articulation de l'international et du national. Comme le montre ce rapport, ces questions ont été débattues en profondeur, les partenaires partageant leurs points de vue et s'écoutant attentivement les uns les autres afin de parvenir à des collaborations plus constructives.

La réunion s'est également préoccupée des progrès de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, la seule initiative internationale à ce jour qui relève l'engagement de Dakar selon lequel « aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources ». Ainsi, les discussions souvent limitées aux groupes de donateurs et aux réunions techniques étaient alimentées par les rencontres avec d'autres partenaires d'importance, telles que les pays en développement et la société civile.

Les initiatives de la société civile étaient également à l'ordre du jour – elles continuent à contribuer de manière significative à une prise de conscience des enjeux de l'EPT, souvent par des actions de plaidoyer. Les participants au Groupe de travail ont non seulement approuvé de tels efforts, mais les considèrent de plus en plus comme des actions auxquelles les gouvernements et les agences de développement peuvent se joindre. Ceci présage du meilleur pour accroître l'impact de l'action en faveur de l'EPT.

L'esprit constructif qui a dominé les débats était encourageant et stimulant. Cela a donné une base aux partenaires leur permettant de contribuer à l'EPT selon leurs forces et leurs avantages comparatifs, en toute connaissance des forces de chacun autour de la table. Le sens de l'interdépendance et du respect mutuel était tangible. Il en a résulté une discussion honnête et franche – les différences de point de vue étaient ouvertement exprimées, les points de désaccord reconnus, mais la discussion s'est poursuivie, menant souvent, en définitive, à une plus grande convergence des points de vue.

Le Groupe de travail était également fortement conscient des liens plus larges qu'entraîne l'EPT – avec les regroupements nationaux au niveau régional et les coalitions de la société civile, avec les initiatives internationales comme le Projet de développement pour le millénaire ou les réunions du G8. Ceci permet de souligner le fait que l'EPT n'est pas une démarche qu'on puisse mener seul ; elle est d'une part une composante clef d'un développement social pris dans son ensemble, et a d'autre part, un rôle clef à jouer pour influencer des agendas élargis. Le Groupe de travail a clairement exprimé son désir de voir de tels liens se resserrer et devenir plus efficaces.

Le premier objectif de l'EPT est pour demain – atteindre la parité entre les filles et les garçons à l'école, au primaire et au secondaire, d'ici 2005. Ceci nous incite à l'urgence de multiplier les discussions tout en les axant sur l'action. Il semble de plus en plus évident que les objectifs de 2015 ne seront pas atteints sans une action plus poussée et plus concertée dès maintenant. Nous devons continuer à mettre en commun nos énergies – comme le Groupe de travail nous l'a rappelé, il s'agit de s'assurer que les populations aient des occasions véritables d'accès pour améliorer la qualité de leurs vies par l'éducation.

John Daniel

Sous-Directeur général pour l'éducation de l'UNESCO

Sommaire

| | | | |
|-------|------------------------------------------------------------------------------|-----------|--|
| I. | Introduction | 7 | |
| | Organisation de la réunion et du rapport | 7 | |
| II. | Les programmes-phares de l'éducation pour tous | 8 | |
| III. | L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles | 10 | |
| | Partenariat pour l'éducation des filles | 10 | |
| | Un point de vue de donateur | 11 | |
| | Les progrès au Bangladesh | 11 | |
| | Un point de vue africain | 12 | |
| | Discussion | 12 | |
| IV. | L'Initiative de mise en œuvre accélérée | 14 | |
| | L'Initiative de mise en œuvre accélérée : la portée et les progrès à ce jour | 14 | |
| | L'Initiative de mise en œuvre accélérée en contexte | 15 | |
| | Portrait d'un pays ayant-droit | 15 | |
| | Point de vue critique sur l'Initiative de mise en œuvre accélérée | 16 | |
| | Discussion | 16 | |
| V. | VIH/sida et éducation | 18 | |
| | VIH/sida : une crise grandissante | 18 | |
| | Encourager l'innovation | 18 | |
| | Travailler avec l'école et la communauté en Guinée | 19 | |
| | VIH/sida – une question sociale | 19 | |
| | Discussion | 19 | |
| VI. | L'alphabétisation | 21 | |
| | La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA) | 21 | |
| | Alphabétisation : se concentrer sur l'apprenant | 22 | |
| | Initiatives au Brésil | 22 | |
| | Travailler ensemble pour l'alphabétisation et l'EPT | 22 | |
| | Discussion | 23 | |
| | Le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP) | 24 | |
| VII. | Les initiatives de la société civile | 25 | |
| | Le plus grand cours du monde | 25 | |
| | Renforcer la société civile en faveur de l'EPT | 26 | |
| VIII. | Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT | 27 | |
| IX. | Le Groupe de haut niveau de l'éducation pour tous | 28 | |
| X. | Conclusion | 29 | |
| | Résumé des résultats principaux | 29 | |
| XI. | Annexes | 31 | |
| | Discours du Directeur général de l'UNESCO | 31 | |
| | Programme de la réunion | 34 | |
| | Liste des participants | 37 | |
| | Liste des documents | 43 | |

Abréviations

| | |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| ASPBAE | Bureau de l'Asie et du Pacifique Sud pour l'éducation des adultes |
| CAD | Comité d'aide au développement |
| CCNGO | Consultation collective des ONG en éducation pour tous |
| CEAAL | Conseil pour l'éducation des adultes en Amérique latine |
| CGE | Campagne mondiale pour l'éducation |
| CSLP | Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté |
| DFID | Département du Royaume Uni pour la coopération internationale |
| DNUA | Décennie des Nations Unies pour l'alphabetisation |
| ECCE | Soins et éducation de la petite enfance |
| EPT | Éducation pour tous |
| ERP | Éducation pour les populations rurales |
| FAPED | Forum des parlementaires africains pour l'éducation |
| FAWE | Forum des femmes éducatrices africaines ??? |
| FRESH | Programme-phare : Concentrer les ressources sur l'amélioration de la santé à l'école |
| IIEP | Institut international de planification de l'éducation |
| IMOA | Initiative de mise en œuvre accélérée |
| ISU | Institut de statistique de l'UNESCO |
| LAMP | Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabetisation |
| MINEDAF VIII | Huitième conférence des ministres de l'éducation en Afrique |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économique |
| ODM | Objectifs de développement pour le millénaire |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| OSC | Organisation de la société civile |
| SIDA | Syndrome d'immunodéficience acquise |
| SMDD | Sommet mondial pour le développement durable |
| SWAp | Approche sectorielle élargie |
| UNDAF | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNGEI | Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles |
| USAID | Agence des États-Unis pour le développement international |
| VIH | Virus de l'immunodéficience humaine |
| Wffc | Un monde digne pour les enfants |

I. Introduction

Le Groupe de travail sur l'éducation pour tous (EPT) offre une occasion d'échange et de discussions sur les questions actuelles soulevées par la mise en œuvre de l'agenda de Dakar. La quatrième réunion a pris comme thème central la portée et le rôle des programmes-phares de l'EPT, en portant une attention particulière aux liens existants entre eux et à leur capacité à contribuer aux efforts nationaux.

Dans son discours d'ouverture, M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, a souhaité la bienvenue aux experts, aux hauts fonctionnaires, aux praticiens et aux observateurs venus du monde entier, et a exprimé sa satisfaction devant le nombre croissant de pays en développement participant à la réunion. Il a noté que le thème choisi, celui des programmes-phares de l'EPT, serait examiné selon trois angles, en particulier : l'éducation des filles, le VIH/sida et l'éducation, et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, la possibilité demeurant d'en aborder d'autres au cours de futures réunions. L'Initiative de mise en œuvre accélérée sera également à l'étude. M. Matsuura a informé le Groupe de travail des préparations en cours pour organiser la tenue du Groupe de haut niveau à New Delhi, en novembre 2003, en soulignant que son ordre du jour suivra fidèlement les conclusions du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* sur les progrès concernant l'objectif de parité entre les filles et les garçons dans la scolarisation d'ici 2005. Il a souligné la valeur du *Rapport de suivi* en tant que source internationale faisant foi sur les progrès de l'EPT devant être employée pour influencer les futures politiques. Les points à l'ordre du jour sur la société civile, l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) sont autant de preuves de la suite concrète donnée au Forum de Dakar ainsi qu'une expression de la

collaboration internationale croissante autour des buts de l'EPT. La coordination de la contribution du Groupe de haut niveau avec le groupe des donateurs (ceux-ci souhaitant financer l'Initiative de mise en œuvre accélérée) est un autre signe de la cohérence grandissante de l'action internationale. À cet égard, *Une stratégie internationale pour mettre en œuvre le Cadre d'action de Dakar sur l'Éducation pour tous*, document évolutif devant être régulièrement mis à jour, fournit un guide de référence permettant de passer en revue le rôle des partenaires de l'EPT. Le Directeur général a conclu en réitérant l'engagement de l'UNESCO à garder l'EPT au cœur de son agenda et de ses programmes – un engagement qu'il espère voir renforcé par une modeste mais réelle augmentation des ressources financières au cours du prochain biennium.

Organisation de la réunion et du rapport

Le Groupe de travail s'est réuni pendant une journée et demi au siège de l'UNESCO, à Paris et il a été présidé par M. John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation de l'UNESCO. La discussion a essentiellement eu lieu en session plénière, avec quatre groupes de discussion traitant chacun des points soulevés en plénières, ce qui a permis une interaction plus intense sur ces thèmes. L'occasion a été donnée en session plénière de commenter les restitutions des groupes.

Ce rapport respecte la structure de l'ordre du jour, récapitulant les contributions essentielles sur chaque sujet, complétées par un bref résumé des débats en groupe et en séances plénières. Le discours d'ouverture du Directeur général, l'ordre du jour, la liste des participants et la liste des documents sont en annexe de ce rapport. ◇

III. Les programmes-phares de l'Éducation pour tous

M. Daniel a présenté le thème principal de la réunion, les programmes-phares de l'EPT, et a commencé par une définition:

Un programme-phare de l'EPT est un ensemble structuré d'activités effectuées par des partenaires volontaires, sous la conduite d'une ou plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies, afin de relever des défis spécifiques dans la réalisation des objectifs de Dakar.

Les programmes-phares peuvent être des supports de synergie, de partenariat et de compréhension mutuelle accrue, exprimant ainsi l'esprit de coopération croissant entre les partenaires de l'EPT au niveau international. Cependant, un certain nombre de préoccupations sont sous-jacentes à la décision de mettre en évidence les programmes-phares lors de cette réunion. Il y a une certaine confusion sur leur place dans les efforts de l'EPT et un certain chevauchement entre eux. Il y a un manque d'information et de communication, en particulier au niveau national, et des liens inadéquats avec d'autres cadres de planification et de développement, tels que le cadre d'aide au développement des Nations Unies (UNDAF), des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et des processus d'analyse sectorielle (SWAP).

Après avoir passé en revue les lignes d'action principales de chaque programme-phare, M. Daniel a identifié quatre points saillants :

- ▷ Ordonnancement : comment les pays font-ils face aux exigences internationales successives de planification et de coordination ?
- ▷ Coordination et appropriation : différents acteurs

sont impliqués dans la conduite des processus de planification : les Nations Unies (UNDAF), la banque mondiale, les gouvernements et les donateurs (SWAP, CSLP, IMO).

- ▷ Intégration : présenter des programmes phares dans l'UNDAF et les CSLP comme instruments thématiques transversaux.
- ▷ Stratégies : les programmes-phares devraient être plus que des initiatives des Nations Unies, ils devraient être des stratégies de soutien multi-partenariales.

Les programmes-phares sont bien établis et fonctionnent au niveau international, mais ils ont besoin d'une approche plus coordonnée et plus intégrée au niveau national. Il y a donc une possibilité d'accroître leur impact de plusieurs manières. Celles-ci résident dans une meilleure information, collaboration, planification et intégration à d'autres cadres ; elles incluent également les projets pilotes, les initiatives régionales, le dialogue entre programmes-phares et une communication accrue entre les partenaires de l'EPT finançant des programmes-phares. Le Groupe de travail a été invité à garder à l'esprit trois questions au cours de ses discussions :

- ▷ Dans quelle mesure les différents cadres d'aide au développement actuels (UNDAF, SWAP ou CSLP) peuvent-ils présenter des occasions de renforcer l'impact des programmes-phares de l'EPT ?
- ▷ Quelle devrait-être l'articulation entre les cadres d'aide au développement et les programmes-phares de l'EPT ?
- ▷ Quels sont les prochaines démarches à entreprendre afin de favoriser cette articulation ?

Les programmes-phares de l'EPT

- ◆ Initiative interorganisations sur le sida, l'école et l'éducation
- ◆ Initiative interorganisations sur le développement de la petite enfance
- ◆ Droit à l'éducation pour les personnes handicapées : vers l'inclusion
- ◆ Éducation des Populations Rurales
- ◆ Initiative sur l'éducation dans les situations d'urgence
- ◆ Initiative interorganisations FRESH : Concentrer les ressources sur l'amélioration de la santé à l'école
- ◆ Enseignants et qualité de l'éducation
- ◆ Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles (UNGEI)
- ◆ Alphabétisation dans le cadre de la proposition de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA)

Les présentations et les discussions qui ont suivies se sont concentrées sur trois programmes-phares – UNGEI, VIH/sida et éducation, et alphabétisation – et sur une initiative internationale, l'Initiative de mise en œuvre accélérée. Sur chacun de ces sujets, un panel de quatre personnes

représentant les gouvernements, les organisations non gouvernementales et la société civile (ONG/OSC), les donateurs et les agences multilatérales, a fait des présentations, avec un présentateur en chef; la discussion a eu lieu en plénière, lorsque le temps accordé le permettait, et dans les quatre groupes thématiques.

Vers la fin de la réunion, la discussion en plénière est revenue sur la nature des programmes-phares. Le sentiment que les programmes-phares devraient être intégrés au niveau national, en tant qu'élément du dialogue sectoriel et sous la conduite des pays s'est imposé. Considérant que la planification nationale de l'éducation doit envisager le secteur dans son ensemble, l'approche par programme-phare risque d'envoyer un message contradictoire, séparant l'éducation en un grand nombre de sujets distincts. Il est donc nécessaire de clarifier les relations entre la planification nationale du développement (telle que les CSLP) et les programmes-phares. La coordination des divers programmes-phares sera essentielle pour éviter la confusion dans les messages qui sont communiqués et l'action qui est entreprise ; de même, les programmes-phares doivent faire partie de la planification globale de l'éducation. Les groupes de travail existants au niveau régional, par exemple en Asie, offrent une occasion de développer la coopération dans le cadre des programmes-phares. ◆

III. L'initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)

Quatre présentations sur l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) ont mis en lumière l'initiative selon différents points de vue. L'UNICEF, fer de lance de l'initiative, a présenté son idée de ce que signifie mener un programme-phare et la façon de structurer un partenariat. Le Département du Royaume Uni pour le développement international (DFID), en tant que donateur, a mis l'accent sur l'opérationnalisation de l'initiative au niveau national, insistant sur la collaboration et les liens avec d'autres secteurs. L'exemple du Bangladesh a permis de montrer comment la planification de l'éducation des filles s'intègre à des plans éducatifs nationaux plus larges, et l'exposé d'un point de vue africain a montré que ce n'est qu'en faisant des questions de genre le thème central de la planification du développement que l'éducation des filles se trouvera au sommet de l'agenda.

Partenariat pour l'éducation des filles

Les programmes-phares s'attaquent à un domaine qui mérite une attention et un effort particuliers pour la réalisation de l'EPT. C'est ainsi que M. Cream Wright, Chef de la section éducation, à l'UNICEF, a défini la place de l'UNGEI, en soulignant sa volonté de maintenir l'attention sur l'éducation des filles. Lancée au Forum mondial de l'éducation de Dakar, l'UNGEI ne devrait pas être vue comme un programme des Nations Unies uniquement, mais plutôt comme un programme qui regroupe toutes les parties prenantes dans un souci de donner aux filles de meilleures chances d'éducation. L'éducation des filles est la priorité au premier chef du plan de stratégie à moyen terme de l'UNICEF.

À mesure que l'UNGEI se développait, il est apparu clairement que la disparité entre les sexes est un problème plus complexe que ce que les chiffres ne laissent parfois penser. Y interviennent des disparités entre riche et pauvre, rural et urbain, ainsi que des questions extérieures au secteur de l'éducation, telles que le VIH/sida, l'alimentation, l'eau et l'hygiène. Les partenariats de l'UNGEI doivent être multisectoriels, allant au-delà de la scolarisation. En conséquence, l'action sur l'éducation des filles peut souvent offrir d'autres avantages et avoir un impact sur d'autres disparités.

M. Wright a présenté l'UNGEI comme un partenariat en vue de réalisations qui soit dirigé, en se demandant « le quoi, le pourquoi et le comment » pour chacun de ces éléments (voir le tableau 1). L'UNICEF a réfléchi sur ce que cela signifie d'avoir la conduite d'un programme-phare, notant la nécessité d'avoir un mandat clair, une grande hauteur de vue, de la crédibilité et un bon mécanisme de gestion. Les partenaires introduisent leurs propres agendas dans le programme-phare – il est important que les stratégies de l'UNGEI établissent assez de synergie et inspirent suffisamment de confiance pour permettre un partenariat efficace. Il est de la nature du partenariat de l'UNGEI d'être multisectoriel et à plusieurs niveaux. Cependant, l'UNGEI est moins développée au niveau national, et c'est pourquoi l'UNICEF ouvrira des postes de coordination nationale de l'UNGEI.

La crédibilité de l'UNGEI se jouera en 2005 – ce sera le moment de rendre compte au monde de ce qui a été réalisé ou non, et des raisons qui expliqueraient cette situation. L'urgence de cet objectif et le risque de ne pas l'atteindre ont conduit l'UNICEF à s'occuper d'un ensemble de 25 pays en processus d'accélération qui recevront un appui spécial. 2005 est un tournant décisif

Tableau 1 : UNGEI – structurer un programme-phare

| | Leadership | Partenariat | Réalisation |
|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Quoi | Mandat clair Gestion efficace Crédibilité auprès des pays et des agences | Multisectoriel Multi-niveau Objectifs multiples Impliquer des réseaux | Noyau d'objectifs sur le genre et le développement EPT 2005 ; 2015 ODMs, WfC, SMDD |
| Pourquoi | Expérience/mandat Approche par le droit Défendre l'éducation des filles Multisectoriel | Vision partagée Synergie gagnante Baisser les coûts de transactions | Crédibilité pour 2005 Gains redistribués Bénéfices dégagés |
| Comment | Fournir une vision Définir une mission Promouvoir la synergie Négocier et engager | Partager l'information Travailler en réseau et plaider Financer et évaluer Partage d'expériences | S'attaquer aux obstacles Agir intersectoriellement Valoriser les réussites Définir des indicateurs |

et doit être vu comme une plateforme vers l'objectif de 2015. Ceci exigera un leadership fort, mais dans un contexte de stratégies de communication et de plaidoyer communs afin d'assurer le caractère central des questions du genre dans les processus de planification, tels que les CSLP. Des passages en revue communs des progrès constitueront des composantes clés dans la démonstration de la force du partenariat et de l'engagement dans la poursuite du but de la parité entre les sexes fixé à Dakar.

Un point de vue de donateur

Du point de vue du donateur, l'UNGEI est un moyen de renforcer la place de l'éducation des filles dans les politiques publiques et l'action, selon M. Desmond Bermingham, Royaume-Uni, Chef du secteur de l'éducation au DFID. Faisant bon accueil à l'UNICEF comme chef de file, il a souligné la nécessité d'aller de l'avant rapidement pour faire émerger l'UNGEI au niveau national, tirant le meilleur de la collaboration internationale positive qui s'est développée. Le DFID, avec d'autres agences bilatérales, soutient l'UNGEI par l'intervention de ses conseillers spécialisés, de ses bureaux dans des pays, et par le financement. L'une des préoccupations majeures est de transformer la politique en action ; ceci exigera la collaboration renforcée au niveau régional et national en particulier. Comme l'objectif fixé pour 2005 focalise les esprits de la

communauté internationale, le défi est de relier le dialogue au niveau global aux discussions dans les forums nationaux.

M. Bermingham a mis l'accent sur les processus de planification au niveau national, avec la nécessité d'y impliquer toutes les parties prenantes – gouvernement, société civile, UNESCO, donateurs – l'UNICEF jouant un rôle de coordination. Ceci devrait avoir lieu en relation avec les cadres nationaux de planification (CSLP, UNDAF et d'autres) et dans un dialogue avec les groupes abordant d'autres aspects de l'éducation, tels que le financement, la qualité, le VIH/sida et la formation des enseignants. Les clefs de la réussite d'une telle collaboration sont une compréhension commune, un partage de l'information, la capacité à tirer des leçons de l'expérience et l'engagement d'un plaidoyer commun afin de mettre au centre des préoccupations les politiques favorisant la parité entre les sexes.

Les progrès au Bangladesh

M. Kazi Farid Ahammed, Secrétaire adjoint au développement, Ministère de l'éducation primaire au Bangladesh, a replacé l'éducation des filles au Bangladesh dans le contexte des plans quinquennaux nationaux successifs, notant le nombre croissant d'écoles et d'établissements de soutien, et l'augmentation des allocations budgétaires au cours des trente dernières années. Il a souligné l'augmentation de la proportion

d'enseignantes entre 1990 et 2002, de 20 à 38 pour cent. Parallèlement, le nombre d'étudiantes a augmenté de presque 50 pour cent, bien que la balance penche encore du côté des garçons.

Un certain nombre d'initiatives non gouvernementales ont renforcé l'offre éducative pour les groupes spécifiques d'enfants défavorisés et le gouvernement a entrepris de nouvelles mesures pour accroître l'accès et la qualité de l'éducation. Celles-ci incluent l'éducation à la petite enfance par la création supplémentaire d'une classe à l'école primaire, augmentant les liens entre l'éducation formelle et non formelle, un programme spécialement conçu pour les enfants pauvres au niveau de l'éducation primaire et secondaire, et la décision politique d'employer 60 pour cent d'enseignantes au niveau primaire. Cette dernière mesure vise à faciliter l'inscription d'un plus grand nombre de filles.

Un point de vue africain

Quel est le statut de l'éducation des filles dans les plans nationaux de l'EPT en Afrique ? Cette question constituait le cœur du souci de M^{me} Penina Mlama, Directrice exécutive du Forum africain des femmes éducatrices (FAWE), d'accélérer l'éducation des filles. La clef de ce processus est la mise en avant de la question du genre dans les processus de planification. En Afrique, il s'agit d'un processus long et complexe, qui jusqu'ici a donné seulement des résultats mitigés – la sensibilité au genre ne conduit pas nécessairement à une telle mise en avant. Ce dernier point implique l'analyse des plans de l'EPT, le développement d'un cadre analytique approprié, la formation d'un groupe de référence au niveau national, et de l'élaboration d'un outil pour intégrer le genre dans des plans de l'EPT. Bien qu'il existe de bonnes pratiques concernant la mise en avant du genre, il est nécessaire de dévaluer ce qui peut être reproduit. Un exemple en est l'utilisation des bourses en Gambie, au Kenya et en République unie de Tanzanie, pour permettre aux filles issues des familles très pauvres d'aller à l'école.

M^{me} Mlama a indiqué un certain nombre de défis spécifiques au contexte africain qui doivent être relevés si l'on souhaite que l'éducation des filles soit favorisée.

Parmi ceux-ci :

- ▷ la pauvreté – une éducation primaire véritablement gratuite constitue la solution;

- ▷ les orphelins victimes du VIH/sida, les filles étant plus affectées que les garçons ;
- ▷ le mariage précoce et le mariage forcé, qui mènent à l'abandon de l'école ;
- ▷ la grossesse chez les adolescentes – on devrait donner aux filles plus d'occasions de retourner à l'école ;
- ▷ favoriser l'orientation des filles vers les sciences et les mathématiques – l'expérience issue des projets pilotes dans onze pays pourrait être étendue à une autre échelle ;
- ▷ un dialogue entre la société civile, le gouvernement et les communautés sur les questions locales et culturelles – beaucoup en parlent mais peu de dialogue s'engage.

Pour aborder ces questions, les parties prenantes devront plus souvent travailler en réseau, en particulier au niveau national et communautaire. De plus, l'expertise sur les questions du genre et de la planification existent souvent séparément alors qu'elles doivent être réunies – les spécialistes en questions du genre n'ont pas de qualification dans le domaine de la planification, alors que les planificateurs manquent souvent d'expertise sur le genre et le processus de mise en avant d'une question. Ces initiatives doivent surtout mener à l'action sur le terrain, là où cela compte, c'est-à-dire au niveau de l'école et de la communauté.

Discussion

Le Groupe de travail a souligné l'importance de l'éducation des filles et la priorité qu'elle doit recevoir de tous les pays, agences et donateurs.

Les participants ont noté de nouvelles mesures positives à prendre :

- ▷ améliorer le statut social des femmes
- ▷ susciter la prise de conscience des parents et de la communauté
- ▷ améliorer les équipements scolaires et développer un environnement d'apprentissage sensible à la question du genre
- ▷ diminuer la distance qu'ont à parcourir les filles pour aller à l'école
- ▷ augmenter le nombre d'enseignantes, et faire des questions sur le genre un élément de la formation des professeurs

- ▷ éliminer le travail des enfants, et envisager le travail et les corvées domestiques comme des obstacles à la présence des filles à l'école

Le rôle de leader de l'UNICEF dans l'UNGEI a été reconnu à sa juste valeur, mais une certaine confusion demeure sur ce que cela signifie : dans quelle mesure l'UNICEF, ou d'autres, devraient initier l'action ? Chacun est responsable, au moins, de faire entendre sa voix sur cette question.

Un certain nombre de principes se sont faits jour lors de la discussion. L'éducation des filles ne doit pas être laissée seulement aux femmes – c'est une question que tous devraient aborder. De même, elle ne devrait pas être abordée seule, mais être largement intégrée dans l'EPT, la planification nationale et à travers les secteurs. Il n'est pas simplement question de filles allant à l'école et obtenant une éducation, mais de la participation des femmes aux avantages sociaux, économiques et politiques à grande échelle que l'éducation peut apporter. Travailler vers ces larges buts implique de rassembler ceux qui ont la connaissance et ceux qui ont l'influence.

Des questions ont été soulevées quant à l'intégration des questions de genre dans des propositions de financement, en particulier l'Initiative de mise en œuvre accélérée. En réponse, il a été déclaré que les

mesures de promotion de l'éducation des filles sont prises en compte dans les critères de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. Elles doivent également être considérées comme prééminentes dans d'autres mécanismes (CSLP, analyse sectorielle élargie). Les coûts de l'objectif de 2005 pour l'éducation des filles doivent être pris en compte dans le calcul de besoin en ressources pour l'EPT. L'Initiative de mise en œuvre accélérée doit également faire le nécessaire pour l'éducation alternative des femmes et des filles non scolarisées – faillir à cela serait ignorer un aspect extrêmement significatif de l'agenda de l'EPT.

En termes de coopération de l'UNGEI, les partenaires devraient faire de leur mieux pour plaider la cause de l'éducation des filles et mettre l'accent sur le fait que c'est une question de droit, pas simplement de pourcentage. Ils peuvent également partager les bonnes expériences et des exemples de progrès. En tant que fer de lance, l'UNICEF devrait établir un comité de coordination international et préparer un plan avec un calendrier et des indicateurs. Comme avec tous les programmes-phares, les partenaires de l'UNGEI devraient rattacher l'éducation des filles à d'autres programmes-phares, l'alphabétisation par exemple, de façon stratégique. ◇

IV. L'Initiative de mise en œuvre accélérée

L'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) a donné lieu à quatre présentations largement différentes. La première, celle de la Banque mondiale, a donné une vue d'ensemble de sa portée et de ses progrès jusqu'ici. La deuxième, présentée par la France, a consisté en une analyse des principaux éléments et des connexions plus étendues de l'IA. Le Nicaragua, un pays pouvant bénéficier des fonds de l'IMOA, a fait la troisième présentation sur sa propre situation éducative, mettant en valeur les réformes structurales et institutionnelles entreprises pour combler les lacunes d'inscription et de qualité de l'éducation. Le rapport final, commandé par la Campagne mondiale pour l'éducation, a porté un œil critique sur les demandes et les manières de procéder de l'IMOA.

L'Initiative de mise en œuvre accélérée : la portée et les progrès à ce jour

L'IMOA est un partenariat mondial dans le domaine de l'éducation entre les donateurs et les pays en développement – c'est de cette manière que M^{me} Barbara Bruns, du Secrétariat de l'EPT IMOA à la Banque Mondiale, a présenté son sujet. L'Initiative se concentre sur l'achèvement universel de l'enseignement primaire (AUP) comme moyen de faire la différence sur un objectif crucial de l'EPT, sans toutefois minimiser l'importance des autres objectifs. L'AUP est également l'un des deux éléments éducatifs des Objectifs de Développement pour le Millénaire. En termes de fonds, l'IMOA vise à encourager le financement interne de l'éducation, à mobiliser de nouvelles ressources externes, et à améliorer l'efficacité de l'aide et de sa coordination. Plutôt que de

perdre du temps à définir précisément ce que représente le besoin du financement de l'AUP, nous devons travailler à accroître l'aide financière – même l'évaluation la plus basse du besoin exigerait de tripler l'aide à l'éducation.

L'IMOA part de la reconnaissance du fait que certains pays n'atteindront pas les objectifs de 2015 sans un effort particulier – l'Amérique latine est actuellement la seule région en développement en bonne voie d'atteindre l'objectif. L'Afrique sub-saharienne, le Moyen-Orient et l'Asie du sud ont le plus long chemin à parcourir. Environ quatre-vingt-six pays en développement risquent de ne pas atteindre l'objectif de l'AUP. Vingt-trois pays ont été invités à rejoindre l'IMOA, ce qui leur apporterait des fonds durables et prévisibles. Cinq de ces derniers ont été invités à participer aux « travaux de recherches pour l'initiative » – une phase préparatoire d'assistance technique étendue.

M^{me} Bruns a décrit les huit critères du cadre de référence dans lequel on s'attend à ce que travaillent les pays présents dans l'IMOA. Elle a souligné que la valeur de chacun des critères importe moins que l'équilibre réalisé entre eux, de manière à ce que les ressources soient effectivement et efficacement employées. Le cadre est également destiné à identifier les principaux aspects politiques et à indiquer la direction des changements à opérer. Pour les donateurs, c'est une manière de d'apprécier l'engagement et l'exécution. Les donateurs devraient également développer un cadre de référence pour surveiller et repérer leurs propres manières de procéder, afin de réduire les coûts de transaction.

Jusqu'ici, l'IMOA a abouti à environ 300 millions de US\$ d'engagements financiers ; elle a également réuni les donateurs, aux niveaux international et national, opérant quelques améliorations dans la transparence du fonctionnement des donateurs, l'harmonisation et la

flexibilité de l'aide internationale. Quelques questions restent en suspens :

- ▷ La collecte des fonds au niveau des pays, essentielle, n'est pas examinée
- ▷ Le financement à long terme de l'IMOA manque de clarté
- ▷ Un manque de puissance financière de l'IMOA pourrait saper l'intérêt suscité dans les différents pays
- ▷ Des déclarations aux niveaux international et national indiquent des lacunes dans la communication

L'IMOA exige des systèmes rigoureux de mesure, mais les systèmes existants sont souvent faibles.

En tant qu'Initiative accélérée, celle-ci se doit d'exposer des résultats tangibles sur le terrain, montrant par là, la valeur qu'elle ajoute. À plus long terme, à moins que tous les pays à revenu faible ne rejoignent l'Initiative dans les deux ou trois années à venir, l'objectif de l'AUP pour 2015 ne pourra pas être atteint.

L'Initiative de mise en œuvre accélérée en contexte

Accueillant l'IMOA comme une manière innovante de soutenir l'EPT et les objectifs de développement pour le millénaire, M. Serge Tomasi, le Directeur adjoint pour le développement humain au Ministère des affaires étrangères français, a remarqué qu'elle est essentielle et réalisable: essentielle en raison des progrès insuffisants en regard des objectifs de Dakar, notamment en Afrique, et réalisable parce que les fonds supplémentaires requis doivent être à portée des ressources mondiales. La mobilisation politique et financière, l'amélioration des politiques éducatives et le perfectionnement de la coordination de l'aide sont des objectifs importants de l'IMOA ; en outre, pour la France, l'IMOA fournit un procédé de modernisation de sa coopération éducative et d'amélioration de l'articulation avec les initiatives internationales. Le déploiement français de personnel technique se concentrera de plus en plus sur les besoins de renforcement de capacités plutôt que d'offrir des équipes enseignantes.

M. Tomasi a souligné la nécessité de relier toutes les initiatives de l'EPT à la réduction de la pauvreté et, dans cette perspective, d'utiliser la remise de la dette pour soutenir l'éducation. L'IMOA peut permettre d'identifier et de faire face aux besoins en terme de renforcement des

capacités dans le domaine de l'éducation. En tant que partenariat centré sur les résultats, l'IMOA est une première tentative de mettre en pratique le Consensus de Monterrey (mars 2002) et d'honorer l'engagement pris à Dakar de fournir les ressources nécessaires aux pays qui font preuve de leur engagement dans l'EPT.

Portrait d'un pays ayant-droit

Selon des données de l'IMOA, le financement du Nicaragua a été accepté en novembre 2002. M^{me} Violeta Malespin, Directrice générale de l'éducation au Nicaragua, a présenté une vue d'ensemble de la situation éducative du pays, notant d'abord que 15 pour cent d'enfants ne sont pas inscrits à l'école primaire. Dans le secondaire, ce nombre atteint 60 pour cent, alors que seulement 28 pour cent d'enfants sont inscrits à l'école maternelle. Dans un contexte de pauvreté extrême, on estime que 30 pour cent des enfants ne sont pas à l'école, et même lorsqu'ils y sont, ils n'y restent souvent que trois ans. En ajoutant à cela la mauvaise qualité des infrastructures scolaires et le faible salaire des enseignants, il est clair que le gouvernement devait prendre des mesures radicales.

Les politiques adoptées incluent ce qui suit :

- ▷ Atteindre les plus pauvres grâce à l'éducation à distance : radio, télévision
- ▷ Programmes d'alimentation à l'école
- ▷ Enseignement bilingue pour les minorités
- ▷ Diversification du cursus
- ▷ Amélioration de la relation enseignant-élève
- ▷ Mise en place d'un système de supervision national
- ▷ Renforcement des capacités dans la gestion de l'école
- ▷ Utilisation des technologies de l'information
- ▷ Stratégie de décentralisation de l'éducation

On trouve parmi les changements les plus radicaux ceux concernant les questions de gouvernance – des systèmes scolaires plus participatifs et plus décentralisés appellent un rôle différent du Ministère de l'éducation. Cela nécessite de passer du contrôle à un rôle de facilitateur, en donnant l'impulsion des processus au niveau local et au sein de la communauté. Une première étape dans cette direction est la décentralisation de la responsabilité de l'éducation aux maires travaillant avec les comités de développement éducatifs locaux. Le but est d'adapter l'éducation au contexte local. D'autres changements consistent à s'assurer que les matériels éducatifs arrivent dès le premier jour de l'année scolaire – dans le contexte

propre au Nicaragua, ceci demande un effort énorme et un changement de mentalité. Ces changements sont la base sur laquelle le Nicaragua est en pourparlers avec des donateurs concernant une aide externe, qui doublera à court terme le budget éducatif; à long terme – d’ici 2014 – le but est un financement entièrement national de l’éducation.

Point de vue critique sur l’Initiative de mise en œuvre accélérée

Présentant le travail commandé par une coalition de la société civile, la Campagne mondiale pour l’éducation, M^{me} Pauline Rose, de l’Université du Sussex (Royaume-Uni), a entrepris un examen critique de ce que l’IMOA prétend faire et des manières de procéder qu’elle propose. Elle a reconnu la valeur de l’IMOA en tant que première tentative crédible d’injecter des fonds dans la crise éducative mondiale, et comme mécanisme amélioré de coordination et de distribution de l’aide. On peut la voir comme une manière de mobiliser des fonds externes, comme une manière de cibler des ressources ou d’engager la société civile dans un processus politique et de planification. Cependant, l’IMOA montre des faiblesses dans tous ces secteurs :

- ▷ Mobiliser des fonds : elle ne fait pas beaucoup plus qu’inverser le déclin des années 90
- ▷ Cibler les ressources : la prévisibilité, l’harmonisation et la cohérence de l’aide ne sont pas envisagées
- ▷ La société civile n’a pas été engagée dans le processus de l’IMOA comme cela était prévu à l’origine.

En termes de critères et de cadre de référence, on ne sait pas clairement pourquoi certains pays sont considérés comme ayant-droits et d’autres pas, en particulier lorsque certains de ceux qui risquent sérieusement de ne pas réaliser l’AUP ont pour la plupart besoin d’aide, pour la planification aussi bien que pour l’étape d’exécution. Les pays en guerre ou en situation d’après-guerre ne remplissent pas les critères d’éligibilité à l’IMOA, à savoir une stratégie de réduction de la pauvreté et un plan sectoriel; ils pourraient tirer profit des « travaux de recherche pour l’initiative », mais cela reste mal défini. On peut donc conclure que la bonne exécution, plutôt que le besoin, est un critère essentiel, d’autant plus que

cinq des dix-huit candidats ayant-droits initiaux sont des réussites de l’EPT.

Seulement 18 des 113 millions d’enfants non scolarisés seront atteints à travers les dix-huit premiers pays bénéficiaires, et les fonds engagés sont loin des besoins estimés, même pour les dix premiers pays. Remettant en cause les données sur lesquelles les critères indicatifs du cadre de référence ont été basés, M^{me} Rose a précisé que l’IMOA se concentre sur un seul but et ne se préoccupe pas des coûts du VIH/sida ou des coûts des objectifs liés au genre, ou d’inclure les groupes difficiles à atteindre. Elle a conclu par un ensemble de recommandations, parmi lesquelles l’analyse continue et rigoureuse des besoins et des dispositions de financement, une plus grande transparence et une consultation avec toutes les parties prenantes, l’extension de l’IMOA à un éventail plus large de pays, et l’utilisation des repères indicatifs afin d’ouvrir une discussion sur l’efficacité, la qualité et l’équité, plutôt qu’en tant que conditions de prescription.

Discussion

Les débats sur l’IMOA ont reflété la diversité de point de vue des présentations, notant les dispositifs positifs, mettant au défi les faiblesses et posant des questions sur la façon dont elle procédera.

Parmi les dispositifs positifs :

- ▷ L’IMOA encourage l’élan pour l’éducation de base, la plaçant au sommet de la liste des priorités gouvernementales; il s’agit de répondre à l’urgence de la situation – 2005 et 2015 ne sont pas si loin.
- ▷ L’IMOA ne traite pas seulement de finances, elle fournit également aux donateurs des manières de procéder et la capacité du système éducatif, aussi bien que des questions de politique et des données.
- ▷ L’IMOA incite les donateurs à plus de flexibilité, de réactivité, de transparence et de collaboration.
- ▷ Les outils de référencement de l’IMOA soutiennent un suivi concret, une analyse comparative et une responsabilité.
- ▷ L’IMOA donne forme au moins en partie à l’Initiative mondiale – plutôt informelle – proposée à Dakar.

Un certain nombre de problèmes constituent des questions et des défis à l’IMOA :

- ▷ Le point d’entrée de l’IMOA est trop étroit – un

seul des buts de l'EPT : Accomplissement de l'éducation primaire universel. Des affirmations selon lesquelles elle concerne également l'alphabetisation d'adultes ont été ressenties comme trompeuses puisque l'IMOA ne s'adresse pas aux adultes ou aux adolescents actuellement sans instruction. De même ses prétentions concernant le genre sont seulement partiellement vraies: comment l'égalité entre les sexes peut-elle être vraiment concernée sans initiatives éducatives non-formelles ?

- ▷ L'IMOA est susceptible d'agir comme un aimant à ressources, marginalisant peut-être ainsi l'éducation de la petite enfance et des adultes, comme cela s'est produit dans la décennie suivant Jomtien.
- ▷ La participation de la société civile est cruciale à toutes les étapes, mais l'IMOA doit soutenir la capacité de la société civile à participer entièrement. De même que les forums de l'EPT, les forums au cours desquels l'IMOA est discuté devraient inclure une représentation de la société civile.

- ▷ L'IMOA est un programme pilote et doit prouver sa valeur avant d'être étendue; ce qui signifie notamment tirer les leçons de l'avancement du programme.
- ▷ L'IMOA doit être reliée au processus du Groupe de haut niveau afin de développer l'élan politique nécessaire.
- ▷ Des inquiétudes ont été exprimées concernant le besoin d'équilibre entre les considérations d'efficacité et d'équité dans l'exécution de l'IMOA. L'équité est au cœur de l'EPT et doit le rester quand bien même une plus grande efficacité est recherchée.
- ▷ Le besoin de l'IMOA dans les pays particuliers doit être considéré à la lumière des besoins éducatifs et des priorités locaux. Là où le sida ravage la main-d'œuvre, par exemple, l'accent doit être mis sur l'éducation secondaire, professionnelle et plus élevée, mais l'IMOA ne s'occupe pas de ce domaine.



V. VIH/sida et éducation

La pandémie VIH/sida crée dans certaines régions du monde une crise de l'éducation – ce fut le rappel fait par l'Institut international pour la planification de l'éducation (IIPÉ) du sérieux du sujet, avec un appel à investir dans l'éducation préventive. Trois interventions ultérieures se sont penchées sur cette question, l'USAID réclamant un processus continu d'innovation pour aborder une situation unique. L'expérience guinéenne a permis de souligner l'importance de l'articulation école-communauté et le besoin d'une bonne pratique pédagogique de prévention du VIH/sida. En conclusion, le point de vue de la société civile en Asie a permis de souligner la nécessité d'aborder les questions culturelles dans la conception d'une éducation préventive, pour dépasser les tabous et pour avoir une discussion ouverte impliquant des décideurs politiques.

VIH/sida : une crise grandissante

Les efforts pour contenir l'épidémie de VIH/sida ont considérablement augmenté depuis 2000, mais comme M. Gudmund Hernes, directeur de l'IIPÉ à Paris, l'a précisé, la crise continue à se développer. Environ 42 millions de personnes étaient infectées à travers le monde à la fin 2002, et neuf sur dix vivent dans les pays en développement. L'espérance de vie moyenne en Afrique est tombée à 47 ans ; l'Afrique du Sud et l'Inde ont les plus grands nombres de personnes vivant avec le VIH. Les impacts en sont ressentis toujours plus largement – sur la productivité agricole et la nutrition, la main-d'œuvre et l'activité économique, sur les enseignants et les populations des écoles. La connaissance ne sera pas en soi suffisante pour inverser la tendance ; nous devons également prendre en compte la mentalité et la culture dans lesquelles la connaissance s'inscrit.

L'éducation préventive demeure la meilleure stratégie, mais doit aller au-delà des programmes de santé scolaire. On peut tirer des leçons, par exemple de l'Ouganda, du Sénégal, de la Thaïlande et du Brésil. Cependant, les projets éducatifs sont souvent de courte durée et se concentrent la plupart du temps sur les jeunes. Ils tendent à négliger les aspects affectifs et personnels, et prennent rarement en compte le contexte culturel local. L'éducation est confrontée à un double défi : maximiser l'impact de l'éducation sur le VIH/sida, et réduire au minimum l'impact du VIH/sida sur l'éducation. La crise devrait nous motiver pour faire les investissements dans l'éducation que nous avons longtemps remis.

Encourager l'innovation

M. John Grayzel, chef du Bureau de l'Éducation de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) à Washington D.C., États-Unis, a souligné le besoin d'innovation en abordant la crise du VIH/sida. L'innovation est un défi aux systèmes et à la pratique institutionnelle ; elle apporte la rupture et le changement, auxquels même le meilleur des systèmes résiste. Cependant, la profondeur et la nature de la crise est telle que de nouvelles stratégies sont nécessaires – le VIH/sida diffère de tout autre problème auquel nous faisons face, puisque avec chaque mort nous perdons une partie de notre capacité à résoudre le problème. Qui plus que les professeurs permet de maintenir la résilience de la société ? Si des plans pour le traitement du VIH/sida sont mis en place, le personnel enseignant devrait être au sommet de la liste.

Dès lors, que pouvons-nous faire ? Il est nécessaire d'augmenter l'efficacité de l'éducation, par exemple en formant les enseignants. M. Grayzel a mis l'accent sur le

rééquipement requis pour soutenir l'innovation, citant l'utilisation de la radio pour atteindre des orphelins du sida en Zambie, ou la restructuration du système éducatif au Nicaragua. Une pleine participation à l'étape de planification est souvent un défi – son absence est une cause habituelle de l'échec des programmes. Si les gens ne sont pas consultés en amont sur les aspects politiques, ils en discuteront plus tard, affaiblissant ainsi l'exécution.

Travailler avec l'école et la communauté en Guinée

En l'absence de M. Alpha Mamadou Diallo, Directeur Général de l'Institut National de Recherche et d'Action Pédagogique en Guinée, M. Thierno Aliou Diaoune, responsable de Programme pour l'ONG Aide et Action, en Guinée, a exposé la situation concernant le VIH/sida en Guinée. Entourée de pays en guerre, avec les flux de migrants et de combattants qui en résultent, la Guinée est dans une situation exposée concernant le VIH/sida. Les évaluations des taux d'infection varient selon les régions, de 1,9 pour cent dans des zones rurales à 5 pour cent dans la capitale. Les groupes les plus touchés sont les soldats et les jeunes de 14 à 25 ans.

La stratégie éducative de la Guinée pour aborder ce problème prend deux directions : amélioration des outils pédagogiques (matériels d'apprentissage, formation et mise à niveau des enseignants) et mobilisation sociale parmi les communautés et les parents. Pour cette dernière, la stratégie des conseils d'école, datant des années 70, continue à être employée afin de développer un plan d'action scolaire pour aborder le VIH/sida. Ceci pourrait être relié à l'utilisation de la radio communautaire. En utilisant la méthode Reflect, les ONG/OSC et les écoles travaillent ensemble pour sensibiliser les parents. Au niveau pédagogique, la prévention du VIH/sida est incluse dans trois matières au primaire (français, science et éducation civique), plutôt que de constituer une matière supplémentaire dans un programme d'études déjà très chargé. Au secondaire, elle fait partie de cinq matières (français, maths, biologie, géographie et philosophie). Les enseignants reçoivent une formation sur place, et la prévention du VIH/sida est maintenant bien intégrée dans la formation initiale des enseignants. Les préoccupations actuelles incluent le développement d'autres matériels d'apprentissage, des

plans pour la formation sur place au niveau local et une attention particulière aux partenariats efficaces entre tous ceux qui sont engagés dans l'éducation et le VIH/sida.

VIH/sida – une question sociale

Quand M^{me} Duongsaa, du Bureau pour l'éducation des adultes en Asie et Pacifique Sud (ASPBAE) et de l'Université de Chiangmai en Thaïlande, a visité un pays en Asie et parlé avec ceux qui travaillent avec les adolescents retirés du circuit du travail des enfants, elle a demandé s'ils faisaient une quelconque sensibilisation au VIH/sida. Non, fut la réponse, ce n'est pas un problème dans notre pays. Faisaient-ils une éducation sexuelle et sanitaire ? Non, fut à nouveau la réponse, ce n'est pas culturellement approprié. Faisaient-ils un développement de compétence ? Non, fut encore une fois la réponse, nous ne voulons pas que nos enfants en sachent trop.

Sans révéler la source de cette histoire, M^{me} Duongsaa a continué en remarquant qu'il y a quelques cas d'interventions réussies pour aborder le VIH/sida en Asie, et quelques occasions de satisfaction. On pourrait toutefois noter que les leçons tirées d'expériences réussies ne sont pas largement partagées. S'assurer que l'éducation à la prévention du VIH/sida est socialement appropriée signifierait plus d'attention aux matériels qui reflètent des réalités culturelles locales, et une meilleure coopération du gouvernement avec la société civile. L'action doit concerner les attitudes discriminatoires et les tabous sociaux, qui rendent souvent difficile le dialogue avec les décideurs politiques. Des efforts doivent également être faits pour identifier les liens entre le VIH/sida et d'autres questions sociales comme la pauvreté, les conflits et l'analphabétisme. En tant qu'éducateurs, nous pourrions reconnaître nos propres limites et devons apprendre à permettre à d'autres de prendre eux-mêmes les décisions qui les concernent, par des processus de participation accrue. En résumé, M^{me} Duongsaa a réclamé une plus grande attention à apporter au plaidoyer. Elle a également demandé qu'on se concentre moins sur l'éducation et plus sur l'apprentissage.

Discussion

Les débats, à la fois dans la session plénière et le groupe thématique, se sont concentrés sur la nature du processus éducatif impliqué dans l'abord du VIH/sida. La crise est sérieuse, mais il est important de définir sa portée. Il faut

ainsi distinguer les porteurs et les victimes du VIH – cela signifie que 6 à 8 millions de personnes en Afrique ont besoin actuellement de médicaments, et non pas le chiffre de 30 millions parfois cité. Il se pourrait qu'un vaccin soit développé dans les 5 à 8 prochaines années, transformant une maladie mortelle en maladie chronique. Le rapport entre VIH/sida et éducation est de dépendance mutuelle : le succès de l'EPT dépend du contrôle de l'épidémie, et le contrôle de l'épidémie dépend du succès dans la prévention, dont l'éducation est une part significative. Les principaux éléments d'un effort de prévention réussie doivent inclure :

- ▷ Une vision et un traitement de l'éducation qui dépasse le système formel; l'alphabétisation des adultes et l'apprentissage des adultes en sont les composantes clés.
- ▷ S'assurer qu'une perspective de genre est au centre de l'effort éducatif.
- ▷ Maintenir ou développer la qualité et la pertinence de l'éducation.
- ▷ Une définition plus précise des rôles et des besoins des enseignants : ce qu'ils peuvent et devraient apporter, de quelle formation et quel appui ils ont besoin.
- ▷ Des politiques qui prennent en compte le rapport entre prévention du VIH/sida et autres questions clés du développement : la pauvreté, la sécurité alimentaire et la protection des droits des groupes vulnérables.

L'éducation à la prévention implique un changement d'attitude et de comportement dans le secteur des rapports humains le plus sensible et le plus difficile à aborder. En conséquence, bien que l'enseignement en salle de classe doive faire partie du tableau d'ensemble, les difficultés ne doivent pas être minimisées. Les enseignants ont besoin d'être formés, d'avoir un bon matériel pédagogique, un environnement qui les soutienne, une communauté réceptive et un engagement politique. La différence entre scolarisation et éducation à la santé doit être prise en considération : tandis que l'éducation scolaire s'appuie sur une théorie de l'apprentissage, l'éducation à la santé est basée sur les croyances au sujet de la santé et sur une théorie du comportement. Nous ne

devrions pas trop attendre du système éducatif. Cependant, les écoles peuvent être efficacement employées pour l'apprentissage entre pairs – d'étudiant à étudiant, de parent à parent, d'enseignant à enseignant.

Certains ont pu s'étonner que le VIH/sida ne soit pas apparu dans la discussion sur l'IMOA. Les stratégies plausibles du secteur de l'éducation pour la prévention du VIH/sida devraient-elles être un des critères pour l'éligibilité dans l'IMOA? Il est crucial de considérer toutes les questions de développement sous l'angle du VIH/sida.

On ne pourra fournir en temps et en heure des efforts de prévention à moins que les structures et les organismes existants ne soient mis en jeu; cela suppose d'identifier et de compter sur plusieurs organisations communautaires et d'obtenir leur appui. Les facteurs culturels et religieux sont importants concernant le VIH/sida, en particulier dans les pays à population multiculturelle et multiraciale – l'autorité religieuse et traditionnelle doit être entièrement impliquée dans le combat contre l'épidémie. Plusieurs participants ont mis en avant la nécessité que l'éducation au sujet du VIH/sida et sa prévention commencent avant que les jeunes soient sexuellement actifs : le moment opportun pour une telle éducation est plutôt court et les résistances sont grandes. Obtenir la coopération des chefs de la communauté, des jeunes eux-mêmes et des parents est important, à plus forte raison dans les environnements ruraux où le système institutionnel de soutien est faible et où le VIH/sida menace la sécurité alimentaire.

Il est important de se rendre compte que des politiques du haut vers le bas ne peuvent pas fonctionner sans une large consultation et une participation à la formulation. En termes d'innovation et de leur diffusion, il est urgent d'identifier la bonne pratique et de la communiquer effectivement; c'est un secteur où la coopération entre acteurs du développement pourrait produire des résultats.

Enfin nous devrions constamment nous rappeler que le VIH/sida est une tragédie humaine qui affecte les apprenants, les enseignants, les familles des deux et la communauté dans son ensemble. Ce fait, flagrant mais parfois négligé, doit être au cœur des débats sur les politiques publiques. ◇

VI. L'alphabétisation

Le Groupe de travail s'est penché sur deux initiatives en matière d'alphabétisation. D'abord, concernant les programmes-phares de l'EPT, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, lancée en 2003, a subi un examen minutieux, et en second lieu, la difficile question de l'amélioration des statistiques de l'alphabétisation a été prise en compte dans la présentation du nouveau Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP).

La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA)

La décision des Nations Unies d'ouvrir une décennie pour l'alphabétisation (2003-2012) provient d'une prise de conscience du besoin énorme d'alphabétisation et d'une détermination de la part des États membres des Nations Unies de s'en occuper. Présentant le sujet, M^{me} Aïcha Bah Diallo, Directrice de la Division de l'Éducation de Base de l'UNESCO, a souligné que l'alphabétisation est un droit humain, et qu'il est scandaleux qu'un adulte sur cinq soit encore privé de cet outil d'apprentissage. La Décennie se situe résolument dans le mouvement et les fonctions de l'EPT comme programme-phare afin de rassembler les énergies et de travailler vers l'objectif de 2015 en matière d'alphabétisation. Les six stratégies de la Décennie sont :

- ▷ Mettre l'alphabétisation au centre du système éducatif national et des efforts en matière de développement, et cela à tous les niveaux.
- ▷ Adopter une approche qui favorise la synergie entre l'éducation formelle et l'éducation non-formelle.
- ▷ Promouvoir un environnement qui soutienne les utilisations de l'alphabétisation et une culture de la lecture.

- ▷ S'assurer de la participation de la communauté.
- ▷ Mettre au point des partenariats à tous les niveaux.
- ▷ Développer un suivi systématique et une évaluation soutenue par la recherche.

Il y a un accord général autour de l'idée que l'alphabétisation est évolutive et plurielle : ses utilisations changent selon le contexte social, culturel, linguistique et institutionnel, et la démarche d'assurer l'alphabétisation devrait être planifiée et mise en application en tenant compte de cette diversité. L'UNESCO reconnaît cette nature plurielle de l'alphabétisation comme un élément clef dans la réponse apportée aux besoins des apprenants. La Décennie promeut l'alphabétisation pour TOUS – comme un thème transversal au regard des six objectifs de Dakar, comme une clef de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie. Une notion clef est celle d'environnement lettré – structuré localement, où l'alphabétisation est en lien avec les médias (journaux, radio, etc.), les bibliothèques et l'édition, le multilinguisme et les NTIC, et sert des objectifs multiples de communication.

L'alphabétisation est essentielle dans la réalisation d'autres objectifs mondiaux et renforce et recoupe d'autres programmes-phares : VIH/sida, FRESH, UNGEI, ECCE, population rurale, par exemple. Les pays eux-mêmes sont les premiers partenaires, là où l'alphabétisation se base sur des plans nationaux de l'EPT. Les partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi que l'UNESCO dans son rôle coordonnateur de la Décennie pour l'Alphabétisation, devraient aider les pays à développer de tels plans. L'efficacité de la Décennie dépendra non seulement des disponibilités en terme de ressources, mais également de l'intégration de l'alphabétisation et des approches éducatives non-formelles dans d'autres objectifs de l'EPT et du développement.

Alphabétisation : se concentrer sur l'apprenant

L'alphabétisation fait partie d'un ordre du jour du développement qui est favorable aux pauvres. Ce fut la ferme conviction exprimée par M. Yusuf Sayed, chef de l'équipe pour l'EPT du DFID, tout comme le fait que l'alphabétisation est un élément principal de l'agenda de l'EPT. Si des approches favorables aux pauvres doivent être adoptées, l'alphabétisation doit se concentrer sur les apprenants, leurs buts et leurs contextes. Elles doivent également être planifiées de manière inter-sectorielle et multidimensionnelle, en établissant des rapports appropriés avec la vie et les moyens d'existence des apprenants. Ceci implique une conception plurielle de l'alphabétisation – des alphabétisations. Viser des communautés marginalisées exigera de prêter attention aux discours locaux et d'intégrer l'alphabétisation dans d'autres initiatives et programmes de développement.

Les moyens d'existence des pauvres sont changeants et évolutifs – les approches de l'alphabétisation doivent également être souples et répondre à la demande. Il ne peut pas y avoir d'approche normalisée; par exemple, le choix et l'utilisation des langues d'alphabétisation dépendront des modèles utilisés localement, impliquant souvent plus d'une langue. Il est important que l'alphabétisation augmente les stratégies de communication des populations selon des modalités qui mènent à la transformation de leurs vies. Puisque l'alphabétisation est incluse dans d'autres aspects du développement, la responsabilité en incombe à divers ministères, rendant nécessaire une collaboration efficace. L'alphabétisation devrait également figurer dans les CSLP en tant qu'élément de réduction de la pauvreté. Le DFID travaille avec l'UNESCO et l'ASPBAE pour s'assurer que la composante alphabétisation des CSLP garantit une approche coordonnée des Objectifs des Nations Unies pour le millénaire. Deux domaines nécessitent une attention plus soutenue : trouver de meilleurs moyens de mesurer les progrès, et identifier des approches efficaces en vue d'assurer l'alphabétisation.

Initiatives au Brésil

M^{me} Lucia Lodi, Directrice des politiques éducatives au Ministère de l'Éducation brésilien, a présenté les mesures que le Brésil a mises en application pendant les années 90 afin de faire avancer l'agenda de l'EPT. Parmi celles-ci :

développer les directives pédagogiques nationales ; un fonds pour le développement de l'éducation primaire ; perfectionnement de la profession d'enseignant ; un programme national sur les manuels scolaires; un programme national sur les bibliothèques ; un soutien à l'éducation primaire des adolescents et des adultes ; établissement d'un critère national pour l'élaboration des programmes ; prolongation de l'éducation primaire de huit à neuf ans ; mettre en place un secrétariat pour l'éradication de l'analphabétisme et un soutien à des systèmes étatiques d'évaluation de l'éducation de base. En ce qui concerne l'alphabétisation, le taux d'alphabétisme des adultes au Brésil est passé de 82 pour cent à 87 pour cent pendant les années 90. Cependant, il y a 16 millions de jeunes et d'adultes ne possédant pas les aptitudes que donne l'alphabétisation, et un total de 19 millions n'ayant que trois ans de scolarisation. C'est maintenant une priorité politique que d'atteindre la pleine alphabétisation d'ici 2006, en tant qu'élément de mise en application du droit à l'éducation. La mise en place d'un Secrétariat spécialisé dans l'éradication de l'analphabétisme est un signe de la détermination du gouvernement à cet égard.

Travailler ensemble pour l'alphabétisation et l'EPT

Observant que nous en savons peu sur la façon dont la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation agira au niveau régional et national, M^{me} Maria Khan, secrétaire général de l'ASPBAE, a présenté une analyse de la situation de l'alphabétisation en Asie du Sud et du rôle de la société civile dans l'abord de cette question.

En Asie du Sud, les objectifs de l'EPT demeurent flous, avec des taux élevés d'adultes sans alphabétisation, en partie alimentés par des taux élevés d'abandon scolaire. Des facteurs de pauvreté, des environnements familiaux non-lettrés et la condition des groupes marginalisés comme les filles et les femmes contribuent à cette situation. Promouvoir l'alphabétisation dans cette région nécessite une coordination et une action intégrée, puisque c'est la prise en compte des multiples usages de l'alphabétisation à travers les secteurs qui mèneront à l'acquisition, et pas simplement les dispositions prises. Au niveau local, une telle coopération laisse beaucoup à désirer, la société civile étant souvent laissée de côté lors des forums de politique et de planification – les forums de l'EPT ont rarement fonctionné comme cela avait été envisagé à Dakar. De même, la coordination des

donateurs, de plus en plus évidente au niveau international, ne s'est pas fortement développée au niveau national.

La mise en œuvre de la Décennie pour l'alphabétisation exigera l'évaluation des besoins financiers pour une alphabétisation durable des adultes; ces besoins comprennent des infrastructures telles que des bibliothèques et des centres d'apprentissage communautaires, la production de matériel de qualité et d'intérêt approprié, des améliorations de la qualité de l'enseignement, et des occasions de formation permanente liant l'alphabétisation avec d'autres compétences plus larges, et le développement des moyens d'existence. La question de la qualité est primordiale : trop souvent, on a offert à des groupes défavorisés des possibilités éducatives minimales, partant de l'idée que des normes plus basses suffiraient pour l'apprentissage non-formel.

Il est crucial que la Décennie pour l'alphabétisation fasse la différence au niveau local, en stimulant les processus permettant de définir ce qui constitue un soutien externe solide, pertinent et opportun de l'alphabétisation et de l'EPT. Au niveau national, le rôle du forum de l'EPT demeure central, comme lieu de coopération de toutes les parties prenantes et de coordination des donateurs, et le point d'articulation entre niveaux local et global. Malgré le début précaire des forums de l'EPT dans plusieurs contextes, ils peuvent et doivent fonctionner pour stimuler de pair l'appropriation et la collaboration dans l'EPT.

Discussion

Les participants du débat ont résisté à la tentation de donner une définition stricte de l'alphabétisation, préférant noter qu'elle dépasse le simple apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, et inclut la capacité à communiquer et à interagir. Elle fait partie d'un continuum d'apprentissage, elle est diverse, elle est multidimensionnelle et spécifique selon le contexte. La majeure partie de la discussion s'est concentrée sur les stratégies de promotion de l'alphabétisation par la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. Cinq secteurs stratégiques doivent retenir l'attention de l'ensemble des parties prenantes dans l'éducation et le développement – l'alphabétisation est par dessus tout inter-sectorielle dans sa nature même et doit servir les multiples objectifs de communication entre les communautés et les individus :

1. Les efforts en faveur de cette cause doivent porter sur le niveau politique et le niveau local afin d'assurer une compréhension claire des objectifs et des stratégies de la Décennie. Il faudrait utiliser pleinement le Rapport mondial de suivi sur l'EPT qui se concentrera en 2006 sur l'alphabétisation . La dimension de l'alphabétisation doit figurer sur l'agenda du Groupe de haut niveau de l'EPT et des réunions des donateurs. L'IMOA devrait inclure l'alphabétisation comme composante importante. Défendre cette cause auprès des législateurs nationaux favorisera l'appropriation nationale et l'accroissement des allocations budgétaires pour l'alphabétisation. Le Forum des Parlementaires Africains pour l'Éducation (FAPED) est un regroupement régional capital dans le renforcement de l'appropriation locale et la mobilisation des ressources.
2. Le renforcement des capacités au niveau national est nécessaire pour améliorer la planification et la gestion de l'alphabétisation, y compris le calcul de son coût et la recherche sur ces questions. Les mécanismes et les forums nationaux renforceront la coopération entre le gouvernement, les agences et les organisations de la société civile, menant à une compréhension plus claire des attributions de chacun.
3. Le renforcement des politiques et des stratégies nationales devrait mener à l'intégration de l'alphabétisation aux CSLP et à d'autres outils de planification ; à cet égard, il serait nécessaire d'analyser de tels plans du point de vue de la place que l'alphabétisation occupe et de celle qu'elle devrait occuper. Il n'est pas suffisant que l'alphabétisation soit mentionnée dans des plans nationaux de l'EPT – une planification détaillée doit être entreprise. Un appui financier externe, même engagé au niveau international, doit à présent avoir des retombées au niveau national et local.
4. En tant que programme-phare de l'EPT, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation joue un rôle transversal ; l'alphabétisation constitue la base de tous les autres programmes-phares et les affecte en conséquence. Ainsi, la collaboration avec les autres programmes-phares doit être une priorité.

5. Suivi et évaluation seront entrepris de différentes manières dans les différents pays, reflétant la diversité fondamentale de l'usage et de l'acquisition de l'alphabétisation. De meilleures données quantitatives et qualitatives sur l'alphabétisation sont nécessaires : sur le nombre d'alphabétisés/ analphabètes (la demande), sur les programmes et leur mise en place (les fonds), et sur la qualité des programmes (les résultats) et leur impact.

Le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP)

L'objectif principal de LAMP est d'améliorer la qualité des données concernant l'alphabétisation, particulièrement au niveau national mais également pour l'élaboration et le suivi des politiques au niveau international, et pour la conception de programmes d'alphabétisation plus efficaces. M. Simon Ellis et M^{me} Bénédicte Terryn, de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), ont montré la nécessité du LAMP en remarquant que les données actuelles proviennent soit d'auto-declarations, souvent issues de recensements nationaux opérés une fois tous les cinq ou dix ans, soit d'approximation à d'années de scolarisation, et sont difficilement comparables d'un pays à l'autre. Depuis 1985, aucune donnée n'est disponible pour deux pays sur cinq. Il y a donc un besoin pressant d'améliorer les données sur l'alphabétisation.

LAMP a trois objectifs :

- ▷ Développer une méthodologie pour évaluer l'alphabétisation dans les pays en développement.
- ▷ Fournir des données sur l'alphabétisation pour orienter les politiques des pays participants et la conception des programmes d'alphabétisation, mais aussi aider le suivi au niveau international et la prise de décision.
- ▷ Renforcer la capacité à produire des statistiques dans les domaines des enquêtes et de l'évaluation de l'alphabétisation.

M^{me} Terryn a souligné que LAMP étudiera la lecture, l'écriture et la capacité de calculer, en évaluant l'exactitude, la compréhension et la rapidité. Abandonnant les concepts traditionnels d'alphabétisation et d'analphabétisme, le programme tentera de les considérer non pas comme deux états distincts, mais comme faisant partie d'un continuum. Ce qui signifie établir des niveaux d'alphabétisation, et aussi collecter les données d'un questionnaire de fond sur le contexte éducatif, social et

économique de ceux qui y répondront, leur utilisation de l'alphabétisation, la(es) langue(s) utilisé(es), et leurs capacités et besoins perçus, ainsi qu'une évaluation de l'environnement lettré. Il s'adressera (probablement) à des adultes de 15 ans et plus, et sera testé dans quatre pays : la Jamaïque, la Mongolie, le Maroc et le Niger.

Le processus comportera l'élaboration de la méthodologie, la conception des instruments et leur adaptation aux contextes nationaux spécifiques, leur analyse et leur situation actuelle. Une définition opérationnelle de l'alphabétisation a été proposée en vue de l'évaluation lors d'une réunion d'experts en juin 2003. Un certain nombre de questions demeure :

- ▷ Adapter les instruments au contexte linguistique et socio-culturel.
- ▷ Les principes du choix de langue pour les enquêtes.
- ▷ La longueur des entretiens, avec prise en compte des coûts.
- ▷ L'appropriation nationale et l'acquisition du savoir-faire.
- ▷ La disponibilité et la qualité des données sur la population.
- ▷ La définition de catégories et de niveaux.

LAMP s'associera à la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation en comblant le manque de données, en encourageant l'amélioration des programmes d'alphabétisation et en renforçant la capacité de mesurer le progrès vers les objectifs de l'alphabétisation. M^{me} Terryn s'attend à ce que la phase de conception ait lieu en 2003, les essais sur le terrain débutant milieu 2004. Ensuite viendra la collecte des données, les premiers résultats étant attendus dans le premier semestre 2005.

Un bref débat s'en est suivi, dans lequel l'importance du besoin d'alphabétisation a été soulignée, en particulier dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne. Des mises en garde ont été formulées sur le danger d'imposer un processus de haut en bas, avec la nécessité subséquente d'assurer une pleine appropriation nationale du LAMP. Les participants ont fait bon accueil à la perspective d'outils meilleurs et plus précis de collecte de données – on en sait peu sur le temps que demande l'alphabétisation, que ce soit pour des enfants ou des adultes. Cependant, nous devrions nous rendre compte que les critères de mesure plus rigoureux qui sont proposés auront très probablement comme conséquence des taux d'alphabétisation révisés à la baisse. ◇

VII. Les initiatives de la société civile

La société civile contribue de façon significative à l'EPT de diverses manières – plaidoyer et mise en réseau étant deux de leurs forces spécifiques. La semaine d'action de l'EPT en 2003 a représenté une avancée dans le plaidoyer au niveau mondial, et la Consultation collective des ONG en éducation pour tous (CCONG) est aujourd'hui un grand réseau d'ONG et de coalitions d'ONG impliquées dans les nombreuses dimensions de l'agenda de l'EPT.

Le plus grand cours du monde

La coordinatrice pour le plaidoyer au sein de la Campagne mondiale en faveur de l'éducation (CGE), M^{me} Anne Jellema, a exprimé son contentement quant au succès sans précédent du plus grand cours du monde qui a eu lieu pendant la semaine d'action de l'EPT, en avril 2003. Plus de 1,8 millions d'enfants et d'adultes s'y sont joints, soit environ six fois le nombre escompté, le cours ayant eu lieu partout dans le monde. Les chefs de file internationaux et les célébrités du monde entier y ont participé – cela n'a pas été simplement une pirouette médiatique, mais un cours sur les raisons de l'absence des filles de l'école. Les renversements des positions de pouvoir, par exemple lorsque des filles donnaient un cours tandis que les professeurs écoutaient, constituaient des messages importants de l'événement. Pourquoi cela a-t-il réussi ?

- ▷ C'était amusant.
- ▷ Un véritable apprentissage a eu lieu.
- ▷ Cela n'a pas seulement sensibilisé mais cela a mis en évidence une crise.
- ▷ Cela a joint à l'action locale et l'action globale.
- ▷ Cela a tiré profit de l'urgence de l'objectif de 2005.
- ▷ Cela s'est concentré sur une question simple et à visage humain.

- ▷ C'était décentralisé et a donné lieu à une collaboration souple et diverse.

Réfléchissant à ce qui fait une campagne, M^{me} Jellema a continué en mettant en contraste la sensibilisation du haut vers le bas, où l'on s'attend à ce que les gens absorbent un message passivement, avec une approche du bas vers le haut, où les gens agissent, défient le pouvoir en place et poussent au changement. Cette dernière est décentralisée et brouillonne, mais stimule les alliances entre les divers groupes. Le CGE encourage cette sorte de campagne en soutenant les coalitions nationales, en aidant à formuler les questions dans le langage des décideurs politiques, en permettant à des positions communes d'émerger et en donnant accès aux forums internationaux. À la lumière de l'évaluation de l'impact de la semaine d'action, quelques améliorations doivent être apportées :

- ▷ Aiguiser le message politique – cela n'est pas seulement destiné à sensibiliser.
- ▷ Utiliser la semaine d'action de l'EPT plus stratégiquement pour augmenter les occasions de lobbying.
- ▷ Impliquer plus de politiciens renommés et de célébrités, particulièrement au niveau national.
- ▷ Travailler plus intensément sur le profil et la couverture médiatique dans le Nord.
- ▷ Attribuer plus de ressources à la préparation, la communication et le suivi.

Pour 2004, les consultations ont commencé par l'idée d'un « lobby mondial », avec des enfants dialoguant avec les législateurs locaux et nationaux et les fonctionnaires élus, sur l'absence pour certains enfants d'une éducation de qualité.

Renforcer la société civile en faveur de l'EPT

Fondé en 1984 par l'UNESCO en tant que partenaire du dialogue sur l'éducation de base, la consultation collective des ONG en éducation pour tous (CCONG) rassemble aujourd'hui quelques 600 organisations non gouvernementales (ONG) et organisations de la société civile (OSC) du monde entier. M. Carlos Zarco Mera, du Conseil latino-américain pour l'éducation des adultes (CEAAL), a souligné que l'objectif actuel de la CCONG est de faciliter l'action collective avec les OSC dans le cadre du mouvement de l'EPT. Lors de la réunion annuelle de CCONG en 2003, à Porto Alegre, prévue pour coïncider avec le Forum social mondial, les participants ont réclamé le renforcement des forums de l'EPT et l'inclusion de la société civile sur une base plus large, avec un plus grand accès à l'information au niveau national.

L'action de la société civile en faveur de l'EPT comprend l'offre éducative aux secteurs visés par l'EPT, la promotion de pratiques innovantes et le développement de la pensée critique, la sensibilisation avec une plus large société civile et le grand public, et le plaidoyer et le lobby auprès des gouvernements sur leurs responsabilités dans l'EPT.

M. Zarco Mera a illustré ces points en prenant comme exemple des activités de la campagne mondiale pour l'éducation, de l'ONG Education internationale, et du Conseil international pour l'éducation des adultes, tous membres du réseau de la CCONG. Afin de participer aux forums, aux programmes-phares et à d'autres initiatives de l'EPT, la CCONG vise à renforcer le mouvement des OSC en faveur de l'EPT en :

▷ créant et consolidant des coalitions nationales de

base de l'EPT ; renforçant la CCONG par la régionalisation et l'enracinement de son action à la base ;

- ▷ élargissant le mouvement de l'EPT en forgeant des liens avec les groupes et les coalitions EPT connexes d'issue et en les engageant dans des initiatives de l'EPT ;
- ▷ réclamant le renforcement des capacités des bureaux régionaux et nationaux de l'UNESCO pour faire progresser les objectifs de l'EPT ;
- ▷ facilitant les occasions d'apprendre pour les ONG/OSC, de sorte qu'elles puissent s'engager plus efficacement auprès des gouvernements, assurer le suivi des progrès de l'EPT, évaluer la participation de la société civile dans l'EPT, et développer et définir plus précisément des approches conceptuelles de l'éducation de qualité basées sur les pratiques de la société civile.

La CCONG est dans une position unique pour coordonner la recherche concernant les questions politiques basées sur les expériences et les perceptions de la société civile, et pour en diffuser des résultats. De même, elle est bien placée pour agir comme réseau pour sensibiliser les ONG/OSC aux initiatives de l'EPT, telles que les programmes-phares.

Une courte discussion a invité les ONG/OSC à traduire leur expérience du terrain en un plaidoyer, ainsi que de donner un espace à la voix des associations professionnelles en éducation. On a pu observer que la participation des ONG/OSC au programme phare sur l'éducation de la population rurale est très importante, plus de quarante-cinq d'entre elles ayant manifesté leur intérêt, apportant avec elles leur riche expérience. ◇

VIII. Le rapport mondial de suivi sur l'EPT

Fixer des objectifs est au cœur du processus de l'EPT : quelle expérience le monde a-t-il de cas où de tels objectifs sont atteints ? Ce fut de cette manière que le professeur Christopher Colclough, directeur du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, a présenté le contexte plus large dans lequel le *Rapport 2002* a été lancé. L'histoire prouve que certains objectifs internationaux ont été atteints (l'éradication de la variole, par exemple), tandis que d'autres ont mené à une action accélérée, à des plans nationaux spécifiques et à une plus grande conscience internationale. Quelques objectifs, tels que réduire de moitié le taux d'analphabétisme jusqu'à l'an 2000, ont presque totalement échoué. Les objectifs de l'EPT s'inscrivent dans le cadre plus large que constitue les objectifs de développement pour le millénaire, bien que seuls deux d'entre eux apparaissent dans cette liste.

Mesurer les seuls progrès quantitatifs ne peut pas rendre justice à l'agenda de l'EPT – de plus amples recherches sur les aspects qualitatifs que sont les soins et l'éducation à la petite enfance, les compétences à vivre, la qualité de l'éducation et la mesure des alphabétisations sont essentielles. Le rapport devrait attirer l'attention sur les degrés variables de réalisation, tout en mettant en valeur le progrès accompli dans les pays qui partent de très bas.

L'expérience faite avec le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2002* prouve qu'il est efficace de communiquer largement les messages de l'EPT – son exposition médiatique, les références qui y sont faites dans les cercles professionnels et universitaires et son utilisation lors des

séminaires et des réunions montrent la position autorisée qu'elle commence à occuper dans l'arène éducative. Ce rapport ainsi que les rapports futurs seront distribués dans les six langues des Nations Unies, avec traductions y compris des sommaires dans d'autres langues, et il est maintenant accessible sur le site Internet du *Rapport* sous forme téléchargeable. Les membres de l'équipe du Rapport ont participé à des réunions internationales et régionales telles que le Forum mondial sur l'éducation, le Forum social mondial, le Groupe de travail international sur l'éducation et la huitième Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres africains (MINEDAF VIII). Davantage de visibilité publique est possible en exploitant plus systématiquement les mécanismes des Nations Unies et d'autres mécanismes multilatéraux.

Dans de futures éditions, le rapport se concentrera sur la qualité de l'éducation (2005) et sur l'alphabétisation (2006), continuera à dépister les politiques publiques et les décalages nationaux en pratique des agences de développement, et, à partir de 2003, adoptera une approche plus globale envers l'agenda de l'EPT. Il sera important de renforcer des liens avec le Groupe de haut niveau afin d'optimiser la capacité d'influence politique, et de se relier à d'autres mécanismes internationaux de restitution. À long terme, le rapport « sera jugé sur l'influence qu'il a et sur l'utilisation que l'on en fait ».

Les commentaires du public ont renforcé ces orientations et ont souligné la nécessité de faire des liens avec l'information disponible dans d'autres rapports internationaux, par exemple sur le VIH/sida. ◇

IX. Le Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous

Tirant son mandat directement du Cadre d'action de Dakar, le Groupe de haut niveau a eu en premier lieu la charge de faire avancer le processus de l'EPT, de renforcer les partenariats, d'identifier les priorités, les failles et les besoins, et d'identifier les ressources à mobiliser. Dans cette perspective, M. Abhimanyu Singh, Coordinateur exécutif de l'Unité de suivi de Dakar de l'UNESCO, a rappelé l'importance du Groupe de haut niveau et a résumé le processus et les résultats de ses deux premières réunions, en 2001 à Paris, France, et en 2002 à Abuja, Nigéria. Son rôle de maintien et de renforcement de l'engagement politique en faveur de l'EPT exige une représentation de haut niveau parmi ses membres et des efforts vigoureux ont été faits dans ce sens en vue de la prochaine rencontre (novembre 2003), qui doit être accueillie par l'Inde. La participation est basée sur un principe de rotation, ce qui assure aussi bien la continuité que l'équilibre régional et de genre.

L'agenda suivra fidèlement les conclusions du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003* sur le thème du genre et l'EPT ; les participants de la réunion débattront des réponses politiques appropriées et des stratégies pour accélérer les progrès dans le domaine de l'éducation des femmes et des filles. Le groupe dit « des Sherpas », aura le rôle de lien entre le Groupe de travail et le Groupe de haut niveau, se réunira pour donner une forme finale à l'agenda. L'objectif de la réunion de novembre sera de produire un résultat plus concret, sous la forme d'un plan

d'action international pour l'élimination des disparités entre les sexes d'ici 2005. L'une des préoccupations est de savoir comment relier le communiqué aux résultats attendus. A cet effet, M. Singh a présenté des bilans détaillant les progrès faits par l'UNESCO et les partenaires de l'EPT dans la mise en œuvre des recommandations élaborées lors des précédentes réunions du Groupe de haut niveau, afin de démontrer la portée du suivi. En un mot : comment le groupe peut-il en dire moins et en faire plus ?

Un certain nombre d'observations du public ont mis l'accent sur la nécessité d'assurer la participation de plus hauts leaders politiques et des agences multilatérales et bilatérales – c'est seulement de cette manière qu'une influence politique significatif s'exercera en faveur de l'EPT. Le Groupe de haut niveau doit acquérir le statut d'événement international de haute portée dont les délibérations et les résultats connaissent une large couverture médiatique et sont relayés dans d'autres forums internationaux, comme le G8 et les réunions du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique. Le représentant de l'Inde a exprimé l'honneur de son gouvernement d'accueillir la prochaine réunion et a encouragé les participants au Groupe de haut niveau à profiter au mieux de leur voyage en y incluant des visites éducatives ou autres. ◇

X. Conclusion

Résumé des résultats principaux

Au début des discussions, le Groupe de travail s'est fixé un certain nombre d'objectifs au regard des points figurant dans l'ordre du jour :

- ▷ Vue d'ensemble et compréhension commune des programmes-phares de l'EPT, de leur interaction, de leur impact au niveau national et de leur rôle futur ;
- ▷ Dernières informations sur l'UNGEI, l'Initiative de mise en œuvre accélérée, le VIH/sida et l'éducation, et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, et une stratégie pour relever les défis ;
- ▷ Recommandations pour renforcer l'impact du Groupe de haut niveau ;
- ▷ Recommandations pour renforcer la stratégie de communication et de diffusion du Rapport mondial de suivi sur l'EPT ;
- ▷ Renforcer le partenariat mondial pour réaliser les objectifs de Dakar et ceux de développement pour le millénaire.

Dans quelle mesure la réunion a-t-elle rempli ses objectifs ?

Les programmes-phares de l'EPT : en faisant des programmes-phares le thème principal de la réunion, l'objectif était de développer une compréhension commune concernant leur nature et leurs relations, et en particulier leur rôle et leur impact au niveau national. La réunion a travaillé ardemment pour clarifier ce que sont les programmes-phares, ce que signifie de les coordonner et a donné l'occasion aux participants d'acquérir une meilleure connaissance de chacun. Cela a ouvert les discussions sur les questions que

M. John Daniel avait identifiées dans ses observations préliminaires au sujet de l'ordonnement, de la coordination, de l'intégration et des stratégies, en particulier au niveau national. La discussion a mené à cette conclusion que les programmes-phares doivent servir à fortifier les agendas nationaux de l'EPT, tout en prenant soin que les rapports entre les programmes-phares et la planification de l'EPT dans son ensemble, soient clairement définis. À cet effet, l'UNESCO a annoncé la prochaine publication d'un livret sur des programmes-phares de l'EPT.

Le Groupe de travail a noté la nécessité de prendre en compte la contradiction potentielle entre les programmes-phares comme initiatives séparées et l'importance d'un agenda intégré et holistique de l'EPT. Il a également souligné les domaines dans lequel le travail a besoin maintenant de se concentrer – en développant une approche coordonnée entre toutes les parties prenantes au niveau national.

L'Initiative des Nations Unies pour

l'éducation des filles : l'objectif de 2005 est un tournant décisif pour l'efficacité du mouvement de l'EPT et il doit y avoir une pleine et ouverte restitution de là où l'on en est et des engagements, là où ils sont atteints et là où ils ne le sont pas. Il est urgent de renforcer ce programme au niveau national. Quelques régions sont encore loin d'avoir accompli cet objectif.

Le VIH/sida et l'éducation : la nature tragique et régressive de la crise du VIH/sida exige des pensées et des stratégies novatrices, ainsi qu'une perspective essentiellement fondée sur le genre

dans la planification éducative. Il convient de s'assurer de la participation des parents, des enseignants, des autorités locales, et des communautés pour qu'une politique de prévention du sida soit durable. Nous devons envisager l'éducation par l'objectif sous l'angle du VIH/sida.

La décennie des Nations Unies pour

l'alphabétisation : l'alphabétisation est un fil rouge traversant les objectifs de l'EPT et les programmes-phares, et requiert une attention inter-sectorielle. Elle est plurielle et diverse, et doit par conséquent être planifiée en prêtant une attention soutenue au contexte local et aux besoins des apprenants. L'amélioration des données sur l'alphabétisation au niveau national renforcera la démarche de planification.

L'Initiative de mise en œuvre accélérée : la réunion a donné l'occasion d'une mise à jour de cette initiative internationale, et a élargi la discussion en y incluant parties prenantes qui n'interviennent pas dans les discussions techniques et celles des groupes de donateurs. Les points de vue des pays en développement et de la société civile ont utilement éclairé sur la manière dont l'IMOA et ses processus sont perçus, et ont donné des indications pour de nouvelles avancées. La plus importante de celles-ci est la nécessité de prendre autant en compte l'éducation des adultes que la scolarisation des enfants, et l'impératif de gagner le soutien politique fort du Groupe de haut niveau de l'EPT. Quelques points de vue divergents se sont faits jour sur la question de savoir dans quelle mesure l'Initiative de mise en œuvre accélérée améliore réellement la coordination entre donateurs et la cohérence de l'aide.

Les initiatives de la société civile : les participants ont fait bon accueil au rôle actif et imaginaire de la société civile en plaidant pour l'EPT

et établissant des coalitions nationales et internationales. Les OSC et les ONG devraient s'appuyer sur leurs considérables expériences en première ligne pour construire et affûter leurs arguments.

Le Groupe de haut niveau : l'objectif était de faire des recommandations afin d'accroître l'impact de cet important mécanisme de l'EPT. Le Groupe de travail n'a pas émis de doute quant au fait que l'EPT tirerait davantage du processus du Groupe de haut niveau s'il exerce une forte influence politique basée sur la participation au niveau le plus élevé. Le Groupe de haut niveau devrait prendre une place de choix parmi les événements éducatifs internationaux.

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT : cette question a été abordée dans le Groupe de travail afin de faire des recommandations concernant le renforcement de la diffusion et de la communication des messages du rapport. Les recommandations ont porté essentiellement sur le fait de s'assurer que le rapport soit largement disponible et que ses messages soient repris dans les principaux forums internationaux afin qu'il ait l'influence attendue.

L'objectif final de la réunion était de renforcer la coopération internationale pour réaliser les objectifs de Dakar et les objectifs de développement pour le millénaire. Le partenariat concerne l'établissement de relations de confiance et d'interdépendance pour la réalisation d'un agenda commun. Le défi que représente sa mise en œuvre requiert de se concentrer sur la résolution du problème fondamental, et pas sur les prérogatives ou les intérêts institutionnels. Cette session du Groupe de travail y a réussi en se concentrant sur les réalités du terrain, l'urgence à atteindre les objectifs et, surtout, sur les personnes visées. ◇

XI. Annexes

Discours du Directeur général

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à la quatrième réunion du Groupe de travail sur l'éducation pour tous (EPT). Ces réunions sont pour les spécialistes de la question des événements du plus haut intérêt rassemblant des experts, de hauts responsables et des hommes de terrain venant de différentes régions du monde et représentant des groupes d'intérêt différents qui sont le pivot du mouvement mondial d'EPT. Je suis particulièrement heureux de constater qu'au fil des ans nous sommes parvenus à faire participer un plus grand nombre de pays en développement à ce forum – en effet, comme il est indiqué dans le Cadre d'action de Dakar, « le centre de l'activité de l'EPT se situe au niveau national ».

Je prends note également avec satisfaction de l'intérêt grandissant manifesté par les représentants d'organismes multilatéraux, de donateurs et de la société civile qui assistent de plus en plus nombreux à notre réunion, ce qui augure bien de l'action que nous mènerons ensemble pour réaliser les six objectifs que nous nous sommes fixés à Dakar. Pour la première fois, cette année, nous accueillons des représentants du Forum des parlementaires africains pour l'éducation (FAPED), instance dont la création a été favorisée par nos efforts pour associer les législateurs plus étroitement à l'EPT. Nous ferons en sorte à l'avenir que des législateurs d'autres régions rejoignent nos rangs, car en plaidant notre cause dans les débats sur les politiques à mener au moment de l'adoption de la législation et, naturellement, lors du vote des budgets, ils jouent un rôle décisif.

Rompant avec la pratique passée, les participants à cette réunion aborderont un thème précis qui revêt une grande importance, celui des programmes phares de l'EPT, car de plus en plus nombreux sont ceux qui ont le sentiment qu'il faut préciser le rôle et les fonctions des différents programmes phares et renforcer les liens entre eux. Je tiens à remercier nos organisations partenaires de leurs précieuses contributions au document de synthèse établi pour la présente réunion et de leur participation enthousiaste aux quatre groupes de travail qui se sont penchés sur l'éducation des filles, l'Initiative de financement accéléré, question du VIH/sida et de l'éducation ainsi que la Décennie pour l'alphabétisation.

Je reconnais que notre ordre du jour ne permet pas d'apprécier à leur juste valeur tous les programmes phares. Je puis vous assurer que cela ne diminue en rien leur importance ou leurs contributions à l'EPT. Nous avons invité des représentants des six autres programmes phares à la présente réunion et je suis certain

que grâce à leur présence le débat général s'en trouvera enrichi, les problèmes communs à tous les programmes phares pourront être abordés et la coordination aux niveaux international, régional et national sera améliorée. Si cette suggestion recueille l'assentiment général, nous pourrions inscrire à nouveau le thème des programmes phares de l'EPT à l'ordre du jour des réunions à venir de ce Groupe.

Je crois savoir que le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2003 contiendra une évaluation du rôle des programmes phares. Le Groupe de haut niveau examinera lui aussi cette question. L'un de ces thèmes phares, la protection et l'éducation de la petite enfance (EPPE), sera débattu par les ministres des pays de l'E-9 lors de leur prochaine réunion qui doit se tenir au Caire, du 19 au 21 décembre 2003. Ce que j'espère d'ailleurs, c'est que le débat engagé ici soit poursuivi et incite différentes instances à agir à l'avenir. Je puis vous assurer que l'UNESCO, qui a été chargée de coordonner les efforts, fera tout pour les faire converger.

Nous vous tiendrons informés des préparatifs de la prochaine réunion du Groupe de haut niveau à New Delhi, en Inde. Celle-ci est le point culminant des efforts que nous déployons pour maintenir la dynamique du processus politique et mobiliser des ressources afin de réaliser les objectifs de l'EPT d'ici à 2015. Après Paris où il a tenu sa première réunion à l'automne 2001, le Groupe a choisi Abuja, au Nigéria, où il s'est réuni en novembre dernier. Sa composition plus restreinte à Abuja lui a permis de mieux centrer ses discussions et d'avoir plus d'échanges, en s'appuyant sur l'analyse rigoureuse contenue dans le Rapport mondial du suivi de l'EPT. Les sherpas, qui ont été choisis parmi les mandants représentés au sein du Groupe, ont joué un rôle utile en permettant aux participants à la réunion d'affiner leurs conclusions.

Forts de l'expérience acquise, nous allons maintenant évoquer l'Asie du Sud qui, de par le nombre d'enfants non scolarisés, d'élèves ayant abandonné l'école et d'adultes analphabètes qu'on y recense et l'ampleur des disparités entre les sexes qui y subsistent, est une région qui se prête bien à l'examen des conclusions du Rapport mondial de suivi de l'EPT 2003 dont le thème est la problématique homme-femme dans l'éducation. Paradoxalement, on y observe aussi de nombreux exemples satisfaisants d'innovation audacieuse, de décentralisation et de partenariat avec la société civile pour atteindre les groupes mal desservis, ainsi que des situations où l'aide extérieure allouée pour l'éducation élémentaire est utilisée de manière efficiente. La réunion de New Delhi devrait aussi être l'occasion de mettre en lumière ces succès.

Le Communiqué d'Abuja nous exhorte à « concevoir et mettre en œuvre une stratégie pour que les réunions à venir du Groupe de haut niveau bénéficient d'une représentation d'un niveau plus élevé et d'une capacité accrue de mobiliser la volonté politique au service des objectifs de l'EPT ». Nous avons invité un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement, d'organismes et d'ONG à assister à la réunion. Vous constaterez que la liste des ministres de la coopération pour le développement et de l'éducation qui ont été invités est assez longue. S'il en est ainsi, c'est parce que nous savons d'expérience que le problème des abandons scolaires déborde le cadre de l'école primaire ! Soyez assurés que je n'ai pas l'intention d'élargir la composition du Groupe. Je vous demande instamment, néanmoins, de veiller à ce que les personnalités de rang élevé représentant votre pays ou votre organisation confirment leur participation à la réunion. Plus tôt elles le feront, plus tôt nous serons en mesure d'établir la version définitive du programme de la réunion. Je voudrais demander au Groupe des sherpas qui va se réunir immédiatement après le Groupe de travail de prendre les initiatives nécessaires à cet égard. Nous avons tous le devoir de faire en sorte que le Groupe de haut niveau ait un poids sur la scène politique et exerce une influence au niveau mondial.

Comme vous avez pu le constater, nous avons l'intention de faire coïncider encore plus étroitement l'ordre du jour de la réunion du Groupe de haut niveau avec les conclusions et les messages contenus dans le Rapport mondial de suivi de l'EPT de cette année. Nous serons ainsi en mesure d'identifier les domaines qui exigent une plus grande attention et une action concertée aux niveaux national et international si nous voulons accélérer les actions visant à faire disparaître les disparités entre les sexes à l'école – peut-être pas complètement, mais du moins en grande partie – d'ici à 2005.

Le Rapport de suivi est par nature un partenariat qui repose sur de nombreuses sources d'expertise : les instituts de l'UNESCO, les organismes des Nations Unies, les institutions bilatérales, la communauté des chercheurs universitaires et les organisations non gouvernementales. Le rapport sur la problématique homme-femme et l'éducation devant paraître prochainement utilise comme sources plus de 80 documents et études de cas commandées spécialement dans des pays du monde entier. Depuis son lancement en novembre dernier, le Rapport de suivi a été accueilli avec un intérêt considérable et de façon élogieuse au niveau international et il est désormais reconnu comme la principale source d'information faisant autorité sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'EPT. Des versions abrégées sont désormais disponibles dans les six langues de l'ONU et on a financé sa traduction dans certaines langues locales.

À plus long terme, c'est en fonction de l'influence qu'il exerce et de l'utilisation qui en est faite que le Rapport sur l'EPT sera jugé. À cet égard, j'estime qu'il est très important que les possibilités offertes par le système des Nations Unies aux niveaux national et régional soient mises à profit pour donner à ce rapport toute la publicité qu'il mérite et amener les gouvernements et les membres de la communauté internationale à rendre compte de leur engagement en matière d'EPT. Il est essentiel d'ancrer ce rapport à la fois dans le contexte mondial et dans la réalité locale pour qu'il ait la capacité d'éclairer le dialogue sur les orientations et de favoriser l'adoption de mesures visant à développer l'accès à l'éducation et à améliorer la qualité de cette dernière.

Je me réjouis particulièrement que nous ayons trouvé place dans le programme pour examiner deux aspects importants du

rôle de la société civile dans la promotion de l'EPT. Le premier a trait à l'initiative du cours dispensé simultanément au plus grand nombre d'élèves, qui a été organisé par la Campagne mondiale pour l'éducation, en collaboration avec l'UNESCO et d'autres partenaires de l'EPT le 9 avril 2003. Plus d'un million et demi de personnes à travers le monde ont suivi un cours de 30 minutes portant sur l'éducation des filles qui a permis de focaliser l'attention du public sur l'EPT.

Le deuxième aspect du rôle de la société civile dans l'EPT concerne la Consultation collective des ONG, groupe de plus en plus influent qui rassemble quelque 600 ONG de différentes régions et s'emploie à faire collaborer les gouvernements et les membres de la société civile à la planification et à la mise en œuvre de l'EPT et à forger des alliances entre ONG pour donner plus de poids à ces dernières. Dans une relation parfaite de partenariat, la Banque mondiale verse des fonds à l'UNESCO pour qu'elle renforce la capacité des ONG qui sont membres de la Consultation collective. Les représentants régionaux de cet organe nous ont fait bénéficier de leur participation constructive aux travaux du Groupe de travail et du Groupe de haut niveau depuis Dakar. J'espère que nos délibérations de cette semaine inciteront les membres de la société civile à s'impliquer davantage dans les activités des divers programmes phares, en particulier au niveau des pays.

Chers amis et collègues,
S'il est une initiative qui, depuis Dakar, a fait converger tous les regards sur l'EPT, c'est bien l'Initiative de financement accéléré, dirigée et coordonnée par la Banque mondiale, pour rassembler les ressources financières qui manquent pour que soit atteint l'objectif de l'enseignement primaire universel dans les pays en développement. Depuis qu'elle a été lancée par le Comité du développement au printemps 2002, elle a considérablement progressé. Une collaboration intense et régulière a depuis cette date rapproché les pays bénéficiant de la FTI, la Banque et les donateurs aux niveaux international et national. L'Initiative a stimulé la réforme des politiques dans plusieurs pays en développement et, simultanément, elle a incité les donateurs à engager 300 millions de dollars pour aider le premier groupe de pays bénéficiant de la FTI qui ont démontré qu'ils disposent du potentiel et des capacités nécessaires pour obtenir de bons résultats. A ce titre, c'est peut-être la première traduction dans les faits du Consensus de Monterrey pour le financement du développement et de la Déclaration de Rome sur l'harmonisation des pratiques suivies par les donateurs et les pays partenaires. Au Sommet du G8 d'Evian (France) en juin dernier, il a été pris acte de l'augmentation sensible des fonds alloués par les pays du G8 à l'éducation de base, notamment à la FTI, en particulier en Afrique.

Tout en faisant ressortir l'importance d'adhérer à la vision d'ensemble de l'EPT définie dans les six objectifs de Dakar, l'UNESCO a travaillé en relation étroite avec la Banque mondiale et les donateurs pour forger l'Initiative. Les discussions de groupe qui auront lieu cette semaine nous feront découvrir les points de vue d'une multiplicité d'autres partenaires de l'EPT qui participent à la FTI.

Une autre initiative importante est l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles (UNGEI), dont l'UNICEF est le chef de file. Faire disparaître d'ici à 2005 les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire est un objectif qui mobilise toute notre attention ; nous devons manifestement faire tout ce qui est en notre pouvoir pour appuyer l'Initiative et le programme accéléré de promotion de l'éducation des filles dans 25 pays entrepris l'année dernière par l'UNICEF. Nous devons impérativement, par le biais d'actions bien

coordonnées, nous attaquer avec détermination à ce problème crucial, en particulier au niveau des pays.

J'évoquerai maintenant une autre forme d'action coordonnée. Le Groupe des donateurs qui s'est réuni à Paris en mars dernier a demandé que ses liens avec le Groupe de haut niveau soient mieux précisés. La Banque et l'UNESCO sont convenues, en tant que coorganisateur, que les réunions d'automne du Groupe de donateurs se tiendraient après celles du Groupe de haut niveau de manière à pouvoir tirer parti du Communiqué de ce dernier et de la présentation des conclusions du Rapport mondial de suivi de l'EPT sur la mesure dans laquelle les engagements internationaux sont tenus. J'ai invité les ministres de la coopération pour le développement de la France et de la Norvège, qui coprésident actuellement le Groupe des donateurs, à assister à la réunion du Groupe de haut niveau en Inde, et j'ai fait de même pour d'autres ministres de pays donateurs. Ces dispositions visent à favoriser la complémentarité des travaux des deux groupes.

Vous vous souviendrez qu'à sa dernière réunion le Groupe de travail a centré son attention sur la planification, le financement, les activités de plaidoyer et le suivi de l'EPT dans le contexte de la Stratégie internationale de mise en œuvre du Cadre d'action de Dakar. Au cours de la présente réunion, le Groupe de travail examinera ces questions, mais en les abordant de manière différente. Ainsi, le rapport de synthèse insiste particulièrement sur l'intérêt d'asseoir les programmes phares sur des processus d'élaboration des politiques et de planification propres à chaque pays et dirigés par lui dans le cadre de plans sectoriels et de cadres de développement tels que les UNDAF et les CSRP.

La Stratégie internationale est un fil conducteur utile pour les partenaires de l'EPT au Siège et hors Siège. La mission qui nous a été confiée étant de coordonner le suivi de Dakar au niveau mondial, nous avons pris l'initiative de réviser la stratégie de communication et de plaidoyer de l'UNESCO pour l'EPT en fonction du cadre fourni par la Stratégie internationale. Cela nous a permis d'indiquer les orientations de nos activités dans ce domaine à l'avenir. Nous espérons que cela incitera d'autres partenaires à revoir les volets de la Stratégie qui intéressent particulièrement leurs activités. Ainsi pouvons-nous faire en sorte

que la Stratégie soit toujours considérée comme un instrument vivant et dynamique. Nous sommes bien conscients d'ailleurs qu'elle devra à terme être actualisée pour garder tout son intérêt.

À Dakar, la communauté internationale a demandé à l'UNESCO de placer l'EPT au cœur de son activité. Depuis que j'ai accédé au poste de Directeur général, j'ai accordé à l'EPT une importance beaucoup plus grande dans le programme et le budget de l'Organisation. Sous réserve de l'approbation de la Conférence générale à sa prochaine session en octobre, l'UNESCO compte sur une augmentation modeste en termes réels de son budget pour le prochain exercice biennal. J'aurais ainsi la possibilité d'allouer encore plus de ressources à l'EPT et à l'éducation de base en général et à décentraliser davantage de ressources vers les bureaux hors Siège.

Ces fonds supplémentaires qui seront dégagés au titre du Programme ordinaire serviront à aider 20 pays identifiés dans le Rapport de suivi 2002 comme risquant fort de ne pas atteindre les objectifs de l'EPT d'ici à 2015 ou comme ayant particulièrement besoin d'une aide extérieure. En outre, l'Institut de statistique de l'UNESCO, qui nous fournit les données nécessaires pour faire le point des progrès accomplis par chaque pays et faire des comparaisons entre pays, se verra allouer des fonds supplémentaires pour améliorer l'éventail et la qualité des données administratives relatives à l'éducation et renforcer le réseau de statisticiens dans les pays en développement. N'oublions pas que grâce au retour des États-Unis d'Amérique au sein de l'UNESCO, accroître nos capacités analytiques et techniques dans le domaine de l'éducation devraient être accrues.

En conclusion, je voudrais remercier nos États membres et nos partenaires internationaux pour le soutien, les conseils et les encouragements constants qu'ils apportent à l'UNESCO pour l'aider à s'acquitter de sa mission de coordination du suivi de Dakar. La réunion de cette semaine vise à sceller encore plus étroitement ce partenariat afin de mieux répondre aux besoins des millions d'enfants, de jeunes et d'adultes qui sont privés de leur droit fondamental à une éducation de qualité. Je vous souhaite tout le succès possible dans vos délibérations et j'attends avec le plus vif intérêt de connaître les résultats de votre réunion.

Je vous remercie.

Programme de la réunion

Résultats attendus

- ▷ Vue d'ensemble et approfondissement de la compréhension sur les programmes phares de l'EPT, leur interaction, leur impact au niveau national et leur rôle futur ;
- ▷ Mise à jour de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, UNGEI, VIH/sida et éducation, et la stratégie pour mettre au point les objectifs de la décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation ;
- ▷ Recommandations pour la troisième réunion du Groupe de haut niveau ;
- ▷ Recommandations concernant le Rapport mondial de suivi sur l'EPT (stratégie de communication et distribution) et « combler les déficits des données sur l'EPT »

Mardi 22 juillet

8h30 – 9h15 Enregistrement

Président de séance : M. John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation, UNESCO

9h30 – 9h45 Accueil des participants
M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

9h45 – 10h00 Programme Phare de l'EPT :
Une ressource internationale pour une action nationale
M. John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation, UNESCO

Les groupes discuteront les quatre initiatives/programmes-phares internationaux sur l'EPT selon différentes perspectives. L'objectif étant de fournir une vue d'ensemble et une mise à jour afin de développer une compréhension partagée du rôle, de l'impact et du potentiel futur de ces initiatives/programmes-phares en tant que mécanismes de coopération multi partenaires afin de soutenir l'EPT dans les pays en développement. Les discussions des groupes sur les initiatives des programmes-phares de l'EPT se centreront sur les points suivants : (i) Dans quelle mesure les programmes-phares de l'EPT sont-ils intégrés dans les stratégies nationales d'EPT et articulés dans des cadres généraux de soutien, à savoir UNDAF, SWAP ou PRSPs ? (ii) Quelle est l'impact/la valeur ajoutée des programmes-phares de l'EPT aux niveaux international, régional et national ?

10h00 – 10h45 L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) :
Exposé de groupe dirigé par l'UNICEF (M. Cream Wright)
Donateur : DFID (M. Desmond Bermingham)
Pays en voie de développement : Bangladesh (M. Kazi Farid Ahammed)
ONG : FAWE (M^{me} Penina Mlana)

L'élimination des disparités entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 constitue le premier test de crédibilité en terme d'engagement mondial en faveur tant des objectifs de l'EPT que des objectifs de développement du millénaire (MDG). L'UNGEI vise à mettre sur pied une campagne soutenue pour améliorer la qualité et la disponibilité de l'éducation des filles afin d'assurer la parité entre les sexes en matière d'éducation. Quelles stratégies faut-il adopter pour relever ces défis, notamment dans les régions et les pays où le fossé entre les sexes est le plus important ?

- 10h45 – 11h00 Pause café
- 11h00 – 11h45 Discussion générale sur l'UNGEI
- 11h45 – 12h30 L'Initiative de mise en œuvre accélérée : Exposé du groupe dirigé par les participants suivants : Banque Mondiale
 Donateur : France (M. Serge Tomasi)
 Pays en voie de développement : Nicaragua (M^{me} Violeta Malespin)
 ONG : GCE/Action Aide (Dr Pauline Rose)
- L'Initiative de mise en oeuvre accélérée vise à fournir des ressources rapides et supplémentaires aux pays en développement engagés dans des réformes politiques, mais pas sur la voie de la réalisation de l'éducation primaire universelle d'ici à 2015. L'Initiative facilite la planification sectorielle, la réforme de l'éducation, la coordination des donateurs et la mobilisation de ressources pour atteindre les objectifs du MDG et de l'EPT. Quelles sont les étapes nécessaires aux niveaux international et national pour faire des attentes de l'Initiative de mise en oeuvre accélérée une réalité ?*
- 12h30 – 13h15 Discussion générale sur l'Initiative de mise en œuvre accélérée
- 13h15 – 14h30 Déjeuner
- 14h30 – 15h15 Le VIH/SIDA et l'éducation : Exposé du groupe dirigé par les participants suivants : IIEP (M. Gudmund Hernes)
 Donateur : USAID (Dr John Grayzel)
 Pays en voie de développement : Guinée (M. Alpha Mamadou Diallo)
 ONG : ASPBAE (Dr Usa Duongsaa)
- La pandémie du VIH/sida a un impact négatif sur les possibilités d'apprentissage et les systèmes éducatifs sous des formes multiples – une demande moindre d'éducation formelle, des services éducatifs en baisse, usure des maîtres, qualité réduite et inégalités entre hommes et femmes. La pandémie s'étend rapidement. Sans vaccins ou traitements en vue, l'éducation joue un rôle crucial dans la prévention du sida en créant une prise de conscience et de compréhension parmi les parents, les maîtres et les élèves. Comment peut-on faire de l'éducation un outil plus efficace pour stopper la pandémie ?*
- 15h15 – 16h00 Discussion générale sur le VIH/SIDA et l'éducation
- 16h00 – 16h15 Pause café
- 16h15 – 17h00 Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation : Exposé du groupe dirigé par l'UNESCO (DADG/ED, M^{me} Aïcha Bah-Diallo)
 Donateur : DFID (Dr Yusuf Sayed)
 Pays en voie de développement : Brésil (M^{me} Lucia Lodi)
 ONG : ASPBAE (Maria Khan)
- L'UNLD offre une opportunité de mettre l'accent sur l'alphabétisation pour tous et anticipe la création d'environnements lettrés essentiels pour atteindre les objectifs de l'EPT et le programme provisoire de développement international (MDGs). Le succès de l'UNLD dépendra, dans une large mesure, de la forte appropriation et de l'engagement des dirigeants politiques, spécialement dans les pays en développement, ainsi que de l'établissement d'un partenariat efficace avec la société civile. Quelles sont les stratégies proposées pour faciliter ces démarches ?*
- 17h00 – 17h45 Discussion générale sur la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation
- 17h45 – 19h00 Les participants se répartiront en groupes correspondant aux panels ci-dessus.
- Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNICEF)
 - Initiative de mise en œuvre accélérée (Banque Mondiale)
 - VIH/sida et l'éducation (IIEP)
 - Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (UNESCO)
- Les principaux sujets soulevés lors de la session plénière seront résumés par les Rapporteurs afin que les groupes de travail constitués puissent élaborer et discuter plus avant dans le but de préconiser un éventail de stratégies qui permettront de relever ces défis. Chacun des groupes constitués sera présidé par le participant a chef de file. Les autres participants serviront de personnes-ressources. Chaque groupe nommera un Rapporteur qui présentera le rapport du Groupe lors de la Plénière. Les points focaux des programmes phares et le personnel de l'UNESCO assisteront le Rapporteur. La présentation des rapports de chaque groupe sera effectuée sur PowerPoint, durera 10 minutes et sera suivi d'une courte discussion.*
- 19h15 – 20h15 Réception

Mercredi 23 juillet

- 9h00 – 9h30 La plus grande leçon sur l'EPT (M^{me} Anne Jellema, GCE)
La semaine mondiale de l'EPT, consacrée à l'éducation des filles, a appelé les gouvernements à ouvrir les portes du savoir aux femmes et aux filles. Le 9 avril, à l'initiative de la Campagne Mondiale pour l'Education, 1.8 millions de personnes ont battu le record du monde de la plus grande leçon simultanée de l'histoire. Comment construisons-nous sur cette expérience positive ?
- Consultation Collective des ONG sur l'EPT (Carlos Zarco Mera, CEAAL)
La Consultation Collective des ONG sur l'EPT, créée par l'UNESCO, est un groupe d'environ 600 ONG dans différentes régions dont l'influence ne fait que croître qui travaillent pour amener les gouvernements et la société civile à collaborer ensemble pour l'élaboration et l'implantation de l'EPT et qui forment des alliances parmi les ONG pour renforcer leurs voix. Quelles sont ses directions futures et ses plans ? Comment pouvons-nous les aider ?
- 9h30 – 9h45 Discussion générale sur les initiatives de la société civile
- 9h45 – 10h45 Rapport des groupes en séance plénière suivi de discussions de chaque groupe rapporteur
- 10h45 – 11h15 Rapport mondial de suivi sur l'EPT : Stratégie de communication et distribution (M. C. Colclough, EFA Monitoring Report Team, UNESCO)
 Basé sur l'expérience acquise à la suite du lancement, de la publicité, de la traduction et de la distribution du rapport 2002, comment pouvons-nous renforcer la communication et la diffusion du Rapport dans le futur ?
 L'évaluation de l'Alphabétisation et le Programme de suivi (LAMP) - une nouvelle approche pour l'évaluation de l'alphabétisation (Simon Ellis et Bénédicte Terryn, UIS)
Actuellement, la plupart des statistiques nationales sur l'alphabétisation est basée principalement sur un mélange d'auto-déclarations et d'indicateurs approximatifs des niveaux d'éducation atteints. Ces mesures sont notoirement peu fiables étant donné qu'une déclaration émanant des intéressés eux-mêmes ou d'un chef de famille est fortement sujette à caution. En outre, le concept d'alphabétisation comprend maintenant un continuum de compétences de dimensions variées. Comment LAMP peut-il améliorer ses mesures d'alphabétisation en construisant une méthodologie pour évaluer les compétences à travers les évaluations ?
- 11h15 – 11h30 Pause café
- 11h30 – 12h00 Discussion générales sur le suivi de l'EPT et LAMP
- 12h00 – 12h15 Programme de la troisième réunion du Groupe de haut niveau (M. Abhimanyu Singh, Unité Suivi de Dakar, UNESCO)
Le gouvernement d'Inde hébergera la troisième réunion HLG sur l'EPT (New Delhi, 10-12 Novembre 2003). La préparation de la réunion prend en compte l'expérience des précédentes réunions HLG et les soucis concernant l'impact politique du Groupe. Le programme provisoire de la réunion de New Delhi sera étroitement aligné sur le Rapport du suivi mondial de l'EPT 2003. Comment pouvons-nous garantir que le HLG a un poids politique et un impact mondial plus importants ?
- 12h15 – 12h45 Discussion sur le Groupe de haut niveau
- 12h45 – 13h00 Session finale

Notes

Le participant « chef de file » présente une vue d'ensemble et mise à jour du programme phare/initiative en 15 minutes. Les participants font chacun une présentation de 10 minutes sur le sujet à partir de la perspective du sous-groupe qu'ils représentent. Ils peuvent s'appuyer sur des sujets soulevés par le participant « chef de file », le document de référence pour la réunion et leur propre expérience/étude.

Liste des participants

1. Pays

Bangladesh

M. Kazi Farid Ahammed
 Joint Secretary (Dev), Ministry of Primary and
 Mass Education
 Secretariat Building, ? Belalabad Colony
 Magh Bazar
 Dhaka -1000 Bangladesh
 Tél. : 88-02-7161598
 Fax : 88-02-7168871
 E-mail : pmed.gob@bdcom.com

Brésil

M^{me} Lucia Lodi
 Director of Educational Policies (Secretariat
 for Basic Education)
 Ministry of Education
 Esplanada dos Ministerios Bloc L 700 47-900
 Brasilia DF, Brazil
 Tél. : 061 410 8641
 Fax : 061 410 9276
 E-mail : lucialodi@mec.gov.br

Chine

M. Han Jin
 Deputy Director General, Department of
 Education Planning and
 Development, Ministry of Education
 35 Xidam Damucang 100816, Beijing, China
 Tél. : 8610 66096735
 Fax : 8620 66020442
 E-mail : natcomcn@public3.bta.net.cn
 hanj@moe.edu.cn

R.D. du Congo

M. Casimir Kovungbo Nzinga
 Chef de Secteur Éducation au Secrétariat
 Permanent de la Commission Nationale pour
 l'UNESCO, Secrétaire-Rapporteur au
 Secrétariat Technique Permanent de l'EPT
 Commission Nationale pour l'UNESCO R D
 Congo
 2, ave des Ambassadeurs Kinshasa-Gombe,
 Kinshasa
 Tél. : (243) 9936 304
 E-mail : kovungbo@yahoo.fr

Égypte

Dr. Hassan Al Bilawi
 Director of Education Sector, First
 Undersecretary, Supervisor of Minister's
 Office, Ministry of Education,
 12th Falaky Street, Cairo, Egypt
 Tél. : (02) 795 0142
 Fax : (02) 796 2952
 E-mail : Hbilawi62@hotmail.com

accompagné par

Dr. Samiha Sidham Peterson
 Special Advisor for International Affairs
 (Education)
 Ministry of Education
 Tél. : 02 57 8 7644
 Fax : 02 79 62952
 E-mail : peters@stolaf.edu

Guinée

M. Thierno Aliou Diaoune
 Responsable Programme
 AIDE et ACTION BP 4613 Conakry Guinée
 Tél. : +224 13 35 10 36
 Fax : +224 13 41 20 00 / +224 13 40 76 39
 E-mail : thiernoalioudiaoune@yahoo.fr

Haïti

M^{me} Nadine Henry Joseph
 National EFA Coordinator
 Ministère de l'Éducation Nationale de la
 Jeunesse et des Sports
 5, rue Dr Audain Port-Au-Prince – Haïti
 Tél. : 00 222-9731 / 401 8994
 Fax : 00 509 245 0474
 E-mail : henrynad@hotmail.com

Inde

M. Sushil Chandra Tripathi
 Secretary, Elementary Education & Literacy
 Ministry of Human Resource Development,
 Government of India
 Room n° 124 "C", Shastri Bhavan, New
 Delhi 110 001
 Tél. : 00 91 11 2338 2587
 Fax : 00 91 11 2338 7859
 E-mail : brm@sb.nic.in

accompagné par

M. Praveen Kumar
 Director (EFA), Department of Elementary
 Education,
 Ministry of Human Resource Development,
 Government of India, Shastri Bhavan
 New Dehli – 110001 India
 Tél. : 00 91 11 23384861
 Fax : 00 91 11 23385679
 E-mail : praveen.edu@sb.nic.in
 praveenkum@yahoo.com

Nicaragua

M^{me} Violeta Malespin
 Directora General de Educación,
 Ministerio de Educación, Complejo Cívico,
 Modulo « K »,
 Apartado postal 108, Managua, Nicaragua
 E-mail : cruza@meecd@gob.ni

Soudan

Dr. Ibrahim Suliman Al-Dasis
 Director General of Educational Planning
 Federal Ministry of Education
 P.O. Box 284 Nile Avenue Khartoum,
 Republic of Sudan
 Tél. : +249 11 786 786
 Fax : 249 11 79 00 92
 Mobile : +249 12 255 202
 E-mail : Dr-eldasis@hotmail.com

2. Organisations régionales

Banque Asiatique

M. William Loxley
 de Développement (BDA) Principal Education
 Specialist
 6 ADB Avenue, Mandaluyong City, 0401
 Metro Manila
 (PO Box 789, 0980 Manila) Philippines
 Tél. : (632) 631 9367
 Fax : (632) 636 2444
 E-mail : wloxley@adb.org

Association pour le développement (ADEA)

M. Hamidou Boukary
 Senior Programme Officer
 de l'éducation en Afrique c/o IIEP
 7-9, rue Eugène Delacroix, 75116 Paris,
 France
 E-mail : h.boukary@iiep.unesco.org

Organisation éducative, culturelle et scientifique de ligue arabe (ALECSO)

Dr. Habibi Miloud
 Director, Department of Education
 Av. Mohamed V, P.O. Box 1120 – Tunis
 Fax : +216 71 78 29 05
 E-mail : Alecso-Education@email.ati.tn

Commission européenne

M^{me} Marja Karjalainen
 Square Marie-Louise 9, 1000 Brussels,
 Belgium
 Tél. : +32 2 299 63 80
 E-mail : marja.karjalainen@cec.eu.int

3. Organismes donateurs bilatéraux

Canada

M. Scott Walter
Principal Advisor, Branche de politique
d'Éducation,
Agence Canadienne de Développement
International (ACDI)
200 Promenade du Portage, Hull, Quebec,
Canada K1a 0G4
Tél. : +819 997 0892
Fax : +1 819 953 3348
E-mail : scott_walter@acdi-cida.gc.ca

accompagné par

M. John F. Morris
Senior Advisor -Education
Tél. : +1 819 997 1543
Fax : +1 819 953 522
E-mail : john_morris@acdi-cida.gc.ca

France

M. Serge Tomasi
Sous-directeur de la coopération éducative et
du développement social
Ministère des affaires étrangères, 20, rue
Monsieur, 75007 Paris, France
Fax : +33 (1) 53 69 43 89
E-mail : serge.tomasi@diplomatie.gouv.fr

accompagné par

M. Paul Coustère
Chef du Bureau Education de Base, Ministère
des Affaires Etrangères
Tél. : 01 53 69 34 96
E-mail : paul.coustere@diplomatie.fr

M. Henri Lebreton
Chargé de mission DGCID, Ministère des
Affaires Etrangères
244, Bld Saint-Germain 75007 Paris, France
Tél. : 01 43 17 80 20
Faxw : 01 43 17 81 75
E-mail : henri.lebreton@diplomatie.gouv.fr

M^{me} Marion Ginolin
Chargée de mission,
Ministère des Affaires Etrangères
244 Bld St Germain 75007 Paris
Tél. : 01 43 17 91 73
Fax : 01 43 17 85 17
E-mail : marion.ginolin@diplomatie.fr

M. Pierre Schraen
Chargé de mission, Bureau Coopération
Education
Ministère des Affaires Etrangères
36, Bd Garibaldi 75015 Paris
Tél. : 01 53 69 41 39
E-mail : pierre-schraen@diplomatie.fr

Allemagne

Dr Stefan Lock
Programme Officer for Education
German Federal Ministry for Economic Co-
operation and Development
Division 415 Education Friedrich-Ebert-Allee
40, 53113 Bonn, Germany
Tél. : (+49 228) 535 3698
Fax : (+49 228) 535 4698
E-mail : lock@bmz.bund.de

accompagné par

Dr Herbert Bergmann
Senior Education Planner
GTZ
Email: herbert.bergmann@gtz.de

Italie

M^{me} Teresa Savanella
Expert Multilateral Cooperation
Directorate for Development Cooperation
Office
Ministry of Foreign Affairs
P.LE Farnesina, 1, 00100 Rome, Italy
Tél. : +39 06 36 91 53 85
Fax : +39 06 32 35 58 83
E-mail : teresa.savanella@esteri.it

Japon

M. Teiichi Sato
Ambassador, Permanent Delegate of Japan to
UNESCO
Permanent Delegation of Japan to UNESCO,
Paris
E-mail : deljpn.ambr@unesco.orgdeljpn.
ed@unesco.org

accompagné par

M. Toshikazu Ishino
Minister-Councillor
Permanent Delegation of Japan to UNESCO,
Paris
Tél. : 01 45 68 35 23
Fax : 01 47 34 46 70
E-mail : Deljpn.ed@unesco.org

M. Naoki Yokobayashi
Research and Programming Division,
Economic Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs, Sibakøena
Minatoku, Tokyo, Japan
Tél. : 81 3 6402 2135
Fax : 81 3 6402 2116
E-mail : naoki.yokobayashi@mofa.go.jp

M. Hiroshi Tanabe
International Cooperation Advisor
Office of International Cooperation,
International Affairs Division Minister's
Secretariat, Ministry of Education, Culture,
Sports, Science and Technology
M. INOUE Kenji
Representant Resident Adjoint
JICA France Office, 8 rue Saint-Anne 75001
Paris
Tél. : 01 40 20 04 21
E-mail : inoue@jica.fr

M. OTANI Keisuke
First Secretary
Permanent Delegation of Japan to UNESCO

Norvège

M. Tor Erik Gjerde
Senior Adviser,
Multilateral Department, Norwegian Ministry
of Foreign Affairs
Oslo
Tél. : 47 22 24 39 74
Fax : 47 22 24 37 90
E-mail : teg@mfa.no

Royaume-Uni

M. Desmond Bermingham
Senior Education Adviser / Head of Profession
(Africa Great Lakes and Horn Department)
Department for International Development
(DFID)
1, Palace Street, London, SW1E SHE, United
Kingdom
Tél. : 44 (0) 20 7 00 00
E-mail : d-bermingham@dfid.gov.uk

accompagné par

M. Yusuf Sayed
Education for All Team Leader
DFID Education Department
Fax : 44 (0) 20 7023 0287
E-mail : y-sayed@dfid.gov.uk

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Dr. John Grayzel
Director Office of Education
1300 Pennsylvania Ave., NW Washington,
DC, 20523 USA
Tél. : 1 202 712 0000 / 1 202 712 0732
Fax : 1 202 216 3524 / 3229
E-mail : jgrayzel@usaid.gov

accompagné par

Dr. Gregory P. Loos
Education Program Specialist/EGAT/USAID
1300 Pennsylvania Ave., NW Washington,
DC, 20523 USA
Tél. : 202 712 4175
Fax : 202 216 3229
E-mail : GLoos@usaid.gov

4. Organismes multilatéraux

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

M^{me} Lavinia Gasperini
Senior Officer, Education for Agriculture
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome,
Italy
Tél. : +39 06 570 560 44
E-mail : Lavinia.gasperini@fao.org

Organisation internationale du Travail (OIT)

M^{me} Urmila Sarkar
In-Focus Programme on Child Labour
4, route des Morillons CH-1211 Geneva 22
Switzerland
Fax : +41 22 799 7146
E-mail : sarkar@ilo.org

Programme des Nations Unies sur VIH/Sida (UNAIDS)

M^{me} Gillian Holmes
Chief Programme Development Unit
20, avenue Appia, CH1211 Geneva 27,
Switzerland
Tél. : +41 22 7914644
Fax : +41 22 791 4768
E-mail : holmesg@unaids.org

accompagnée par
M^{me} Aurorita Mendoza
Prevention and Vulnerability Adviser
Tél. : 41 22 791 4508
E-mail : mendozaa@unaid.org

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

M. Cream Wright
Chief Education Section, PD
3, United Nations Plaza, New York 10017
USA
Tél. : 212 824-6619
Fax : 212 326-7129
E-mail : cwright@unicef.org

accompagné par
M^{me} Ellen van Kalmthout
Programme Officer, Education Section
Tél. : 212 326-7409
Fax : 212 326-7129
E-mail : ekalmthout@unicef.org

Banque mondiale

M. Robert Prouty
Lead Education Specialist – EFA
1818 H Street, NW Washington DC 20433
USA
Tél. : 202 473 7532
E-mail : rprouty@worldbank.org

M^{me} Barbara Bruns
Lead Specialist, Education
Tél. : 1 202 473 1825
Fax : 1 202 522 3233
E-mail : bbruns@worldbank.org

5. Société Civile : Organisations non gouvernementales, fondations et autres

ActionAid

M. David Archer
Head, International Education
ActionAid United Kingdom Hamlyn House
Macdonald Road, Archway
London N19 5PG, United Kingdom
Tél. : 44 207 561 7561 / 44 207 263 7599
E-mail : davida@actionaid.org.uk

Campagne de réseau de l'Afrique sur l'éducation (ANCEFA)

M. Gorgui Sow
Co-ordinator
pour tous BP 3007, Dakar Yoff
Zone B Villa N° 24, rue 111 Dakar Sénégal
Tél. : +221 824 22 44 / 684 20 42
Fax : +221 824 13 63
E-mail : ancefa@sentoo.sn
gorguisow@hotmail.com

Ressource Arabe Collective M. Samir Jarrar (ARC)

Regional Focal Point
Box 13.5916 Beirut, Lebanon
Tél. : +9611 743090
Fax : +9611 743099
E-mail : arccyp@spidernet.com.cy
sajarrar@hotmail.com
sajarrar@yahoo.com

Bureau de l'Asie et du Pacifique sud pour l'éducation des adultes (ASPBAE)

M^{me} Maria Lourdes Khan
Secretary-General
c/o. H. Bhargava, First Floor Shroff Chambers
259/261, Perin Nariman Street, Fort Mumbai
– 400 001, India
Tel:+ 91 22 22694667
Fax : + 91 22 22679154
E-mail : aspbae@vsnl.com

Dr. Usa Duongsaa
AIDS Education Programme Faculty of
Education Chiangmai University
Chiangmai 50200 – Thailand
Tél. : 066-53-944222
Fax : 066-53- 221283
E-mail : duongsaa@loxinfo.co.th
uduongsaa@hotmail.com

Conseil pour l'éducation des adultes en Amérique Latine (CEAAL)

M. Carlos Zacro Mera
Secretary General
Toledo No. 46 – Colonia Juárez – 06600
México, D. F.
Tél. : (52 55) 55 33 1755
Fax : 55 33 03 49
E-mail : czarco@laneta.apc.org
ceaal@laneta.apc.org
rberner@laneta.apc.org

Éducation internationale

M^{me} Monique Fouilhoux
Coordinator,
5, Bd du Roi Albert, II, 8^e étage 1210
Brussels, Belgium
Tél. : +32 2224 06 43
Fax : + 32 2224 06 06
E-mail : headoffice@ei-ie.org

Forum des parlementaires africains pour l'éducation (FAPED)

Dr. Elizabeth Magano Amukugo
Vice President
National Assembly Private Bag 1332
Windhoek, Namibia
Tél. : 264-61-2882525 Fax : 264-61-246776
Mobile: 264-(0)811289670
E-mail : e.Amukugo@parliament.gov.na
eamukugo@hotmail.com

Forum des femmes éducatrices africaines (FAWE)

M^{me} Penina Mlama
Executive Director P.O. Box 21394, 00505
Ngong Road, Nairobi, Kenya
Tél. : (254-02) 57 31 31
Fax : (254-02) 574150
E-mail : fawe@fawe.org

Campagne mondiale pour l'éducation

M^{me} Anne Jellema
Advocacy Coordinator
c/o Education International Bld. Du Roi
Albert II, 5 (8th floor)
1210 Brussels, Belgium
E-mail : anne@campaignforeducation.org

Dr Pauline Rose
Lecturer in International Education,
University of Sussex Institute of Education
Brighton BN1 9RG, UK
Tél. : + 44 1273 877628
E-mail : p.m.rose@sussex.ac.uk

Literacy Resource Center Network

M^{me} Myrna Lim
Executive Director
Notre Dame Foundation for Charitable
Activities Inc., Women in Enterprise
Development (NDFCAI-WED) Santos Street,
Extension,
Krislamville Subdivision, Rosary Heights,
Cotabato City, Philippines
Tél. : 063 64 4211954
Fax : 63-64-421-7184
E-mail : NDFCAIWED@hotmail.com

World Learning (États-Unis)

Dr. Joshua A. Muskin
Senior Education Advisor
Suite 750, 1015 15th Street, NW
Washington, DC 20005, USA
Tél. : +202 408-5420, x. 113
Fax : +1 202 408-5397
E-mail : joshua.muskin@worldlearning.org

6. Observateurs

Pays

Portugal

M^{me} Maria Angélica Ribeiro
Coordinator
Ministère de l'Éducation 5 av de Outubro,
107 6° Lisbon, Portugal
Tél. : 00 351 217 811 850
Fax : 00 351 21 7978 994
E-mail : angelica.ribeiro@min-edu.pt

Organismes donateurs bilatéraux

Pays-Bas

M. Onno Koopmans
Ministry of Foreign Affairs
Postbus 20061La Haye, Pays-Bas
Tél. : +31 70 348 64 82
Fax : +31 70 348 64 36
E-mail : ot.koopmans@minbuza.nl

Suède

M. Anders Falk
Deputy Director
Ministry of Education and Science,
Stockholm
Tél. : +46 8 405 1951
Fax : 46 8 411 04 70
E-mail : anders.falk@education.ministry.se

Organisations régionales

Agence Intergouvernementale de la Francophonie

M. Samir Marzouki
Directeur de l'Éducation et de la Formation
Professionnelle et Technique
13, Quai André Citroën – 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 33 42
Fax : 01 44 37 33 34
E-mail : Samir.marzouki@francophonie.org
Secrétariat de Commonwealth

M^{me} Nancy Spence
 Director
 Social Transformation Programmes Division
 Marlborough House Pall Mall London SW1Y
 5HX
 Tél. : 020 7747 6460
 Fax : 020 7747 6287 / 0207 930 1647
 E-mail: n.Spence@commonwealth.int

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

M. Bernard Hugonnier
 Deputy Director for Education
 2, rue André Pascal F-75775 Paris Cedex 16
 France
 Tél. : +33 (1) 45 24 16 20
 Fax : +33 (1) 45 24 90 98
 E-mail : bernard.hugonnier@oecd.org

accompagné par
 Prof Peter Evans
 Principal Administrator
 Tél. : 01 45 24 91 49
 Fax : 01 44 30 63 94
 E-mail : peter.evans@oecd.org

Organismes multilatéraux

Haut commissaire des Nations Unies pour des réfugiés (UNHCR)

M^{me} Nemia Temporal
 Senior Education Officer
 P.O. Box 2500 1211 Geneva, Switzerland
 Tél. : 41 22 739 8563
 Fax : 41 22 739 7371
 E-mail : temporal@unhcr.ch

Office de recours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA)

M. Kabir Shaikh
 Director
 UNRWA/UNESCO Department of Education
 P.O. Box 140157 Amman 11814, Jordan
 Fax : +962 6 58 64156
 E-mail : k.shaikh@unrwa.org

Programme alimentaire mondial (PAM)

M^{me} Arlene Mitchell
 Chief School Feeding Service
 v.d. G.C. Viola 68/70 Parco de Medici
 00148 Roma, Italia
 Tél. : (39) 06 65 13 2534
 Fax : (39) 06 65 13 2854
 E-mail : Arlene.Mitchell@WFP.ORG

O.N.G.S

Académie pour le développement éducatif (AED)

M. Stephen F. Moseley
 President and Chief Executive Officer
 1825 Connecticut Avenue, NW
 Washington, DC 20009-5721, USA
 Tél. : +1 202 884-8102
 Fax : +1 202 884-8400
 E-mail : smoseley@aed.org

Bureau international de l'enseignement catholique

M. Fulgence Kone
 277, rue St Jacques 75005 Paris, France
 Tél. : +33 (1) 53 73 73 60
 Fax : +33 (1) 53 73 73 37
 E-mail : f-kone@scolanet.org
 fkone@unapec.org

Groupe consultatif sur le secrétariat d'ECCD

M^{me} Kathy Bartlett
 Co-Director Consultative Group on ECCD
 Secretariat
 Fondation Aga Khan Senior Programme
 Officer, Education Consultative Group on
 ECCD Secretariat, Aga Khan Foundation
 1 – 3 Ave de la Paix Geneva, Switzerland
 Tél. : 41 22 909 72 08
 Fax : 41 22 909 72 91
 E-mail : kathy.bartlett@akdn.ch

Inclusion Internationale

M. Fred Heddell
 Treasurer
 115 Golden Lane, London EC1Y 0TJ, United
 Kingdom
 Tel.: +44 (0) 207 696 6904
 Fax : +44 (0) 207 696 5589
 E-mail : info@inclusion-International.org
 Fred.heddell@mencap.org.uk

Int'l Disability Alliance

M^{me} Kicki Nordström
 President
 World Blind Union, c/o SRF Iris AB, S-122 88,
 Sweden
 Tél. : +46-8-39 92 55
 Fax : +46-8-72 99 20
 E-mail : kino@iris.se

accompagnée par

M. Leo Muhola
 Guide,
 IDA WBU, SRF Iris AB 12288 Enskede,
 Sweden

Association Internationale de Lecture

M. Gerry Shiel
 Educational Research Centre
 St Patrick's College, Drumcondra
 Dublin 9, Ireland
 Tél. : +353 1 837 37 89
 Fax : +353 1 837 89 97
 E-mail : gerry.shiel@erc.ie

Save the Children

M. Charles MacCormack
 President et CEO
 54 Wilton Road, Westport, Connecticut
 06880, USA
 Tél. : 203 221 4100
 E-mail : cmaccorm@savechildren.org

Soroptimist International

M^{me} Dominique Mertz
 Représentante à l'UNESCO
 27, rue Robert de Flers 75015 Paris
 Tél. : 01 45 78 21 86
 E-mail : dmertz9644@aol.com

Association mondiale des journaux

Dr. Aralynn Abare McMane
 Director of Educational Programmes
 25 rue d'Astorg, 75008 Paris, France
 Tél. : +33 (1) 47 42 85 00
 Fax : +33 (1) 47 42 49 48
 E-mail : mcmane@wan.asso.fr

7. UNESCO

M. Koïchiro Matsuura
 Directeur général

M. John Daniel
 Sous-Directeur général d'éducation

M^{me} Aïcha Bah-Diallo
 ADG adjointe d'éducation

M. Abhimanyu Singh
 Coordinateur exécutif, Suivi de Dakar

M. Christopher Colclough
 Directeur
 Rapport Mondial de suivi sur l'EPT
 7 place de Fontenoy 75352 Paris 07 SP
 France
 E-mail : C.Colclough@unesco.org

M^{me} Lene Buchert
 Suivi de Dakar

M^{me} Khawla Shaheen
 Suivi de Dakar

M. Hilaire Mputu
 Suivi de Dakar

M^{me} Mari Yasunaga
 Suivi de Dakar

M^{me} Satoko Yano
 Suivi de Dakar

M^{me} Tove Ekman
 Suivi de Dakar

Instituts et centres de l'UNESCO

M^{me} Cecilia Braslavsky
 Directeur, Bureau international d'éducation
 (IBE)
 C.P. 199, 1211 Geneva 20, Switzerland
 Tél. : (00 4122) 9177925/26 Fax : (00
 4122) 91 57 920
 E-mail : c.braslavsky@ibe.unesco.org

M^{me} Fay King Chung
 Directeur, UNESCO Institut international
 pour le Capacité-Bâtiment
 en Afrique (IICBA)
 UNESCO-IICBA, PO Box: 2305, Addis-Ababa,
 Ethiopia
 Tél. : (251-1) 55 7586
 Fax : (251-1) 55 7585
 E-mail : fchung@unesco-iicba.org
 Fay-chung@yahoo.com

M. Joseph Ngu
 Directeur adjoint
 UNESCO IICBA
 E-mail : jngu@unesco-iicba.org
 jngu03@yahoo.com

M. Gudmund Hernes
 Directeur,
 Institut international pour la planification de
 l'éducation (IIEP)
 7-9, rue Eugène Delacroix, 75116 Paris,
 France
 Tél. : 33 (1) 45 03 77 00
 Fax : +33 (1) 40 72 83 66
 E-mail : g.hernes@iiep.unesco.org

M. David Clarke
Spécialiste Principal du Programme
HIV/AIDS
Institut international pour la planification de
l'éducation (IIEP)
7-9, rue Eugène Delacroix, 75116 Paris,
France
Tél. : 33 (1) 45 03 77 00
Fax : +33 (1) 40 72 83 66
E-mail : d.clarke@iiep.unesco.org

M^{me} Alexandra Draxler
Spécialiste Principal du Programme
UNESCO point focal pour HIV/AIDS
Institut international pour la planification de
l'éducation (IIEP)
7-9, rue Eugène Delacroix, 75116 Paris,
France
Tél. : 33 (1) 45 03 77 00
Fax : +33 (1) 40 72 83 66
E-mail : adraxler@iiep.unesco.org

M. Adama Ouane
Directeur, Institut de l'UNESCO pour
l'éducation (UIE)
Feldbrunnenstr, 58
20148 Hamburg, Germany
Tél. : +49 4044 80 410
Fax : +49 40 41 07 723
E-mail : a.ouane@unesco.org
uie@unesco.org

M. Simon Ellis
Spécialiste Principal du Programme
Institut de statistique de l'UNESCO (UIS)
C.P. 6128, Succursale Centre-Ville Montreal,
Quebec, H3C 3J7, Canada
Tél. : (1-514) 343-6882
E-mail : s.ellis@unesco.org

accompagné par
M. Saïd Belkachla
Spécialiste du Programme, EFA Observatoire
(1-514) 343 6111 Ext. 4544
Fax : (1-514) 343 6872
E-mail : s.belkachla@unesco.org

M^{me} Benedicte Terryn
Spécialiste adjointe du Programme
Tél. : +1 514 34 36 880
Fax : +1 514 343 6882
E-mail : b.terrarn@unesco.org

M. Rupert Maclean
Directeur
UNESCO Centre international pour
technique et la formation professionnelle
(UNEVOC) Gorresstr. 15, 53113 Bonn,
Germany
Tél. : + 49 228 2 43370
Fax : +49 228 2 433777
E-mail : r.maclean@unesco.org

M. Jan Sadlak
Directeur,
UNESCO Centre européen pour de
l'enseignement supérieur (CEPES)
Stribei Voda 39 st, Bucharest, RO-70732,
Romania
Tel +40 21 315 99 56
Fax : +40 21 312 35 67
E-mail : j.sadlak@cepes.ro

Directeurs de Secteur d'Éducation

ED/EO, Bureau Exécutif
M. Qian Tang

ED/HED, Division del'enseignement supérieur
M. Komlavi Seddoh

ED/EP, Division des politiques et des
stratégies éducatives
M. Mir Ashgar Husain

ED/PEQ, Division de la promotion d'une
éducation de qualité
M^{me} Mary Joy Pigozzi

ED/STV, Division de l'enseignement
secondaire, technique et professionnel
M. Iwamoto Wataru

Bureaux régionaux de l'UNESCO

UNESCO Dakar

M. Armoogum Parsuramen
B.P. 3311 Dakar-Sénégal
12, avenue Léopold Sédar Senghor, Dakar,
Senegal
Tél. : (221) 849 23 35
Fax : (221) 823 83 93
E-mail : a.parsuramen@unesco.org

accompagné par

M. Benoit Sossou
Spécialiste du Programme, Head of LBE/DFU
Unit, BREDA
E-mail : b.sossou@unesco.org

UNESCO Bangkok

M. Sheldon Shaeffer
Prakanong Post Office Box 967, Bangkok
10110, Thailand
Tél. : (662) 391 8474
Fax : (662) 391 0866
E-mail : s.shaeffer@unesco.org

UNESCO Beyrouth

M. Victor Billeh
P.O. Box: 5244 Beirut, Lebanon
Tél. : (961-1) 85 00 13/85 00 15
Fax : (961-1)82 48 54
E-mail : v.billeh@unesco.org

UNESCO Santiago

M^{me} Ana Luiza Machado Pinheiro
3187 Casilla de Correo 3187, Santiago de
Chile, Chile
Tél. : (56-2) 655 10 50
Fax : (56-2) 655 10 46/655 10 47
E-mail : machado@unesco.cl

UNESCO San Jose

M. Arvelio Gracia-Rivas
Director and Representative for Central-
America
Paseo Colon, ave 1 bis, calle 28, casa
esquinera # 2810
San José, Costa Rica
Tél. : 506 258 7625 / 258 7246
Fax : 506 528 7641
E-mail : a.garcia-rivas@unesco.org

UNESCO New Delhi

M. Mohsen Tawfik
Director
B-5/29, Safdarjung Enclave, New Delhi, India
Tél. : +91 11 671 1793
Fax : +91 11 671 3001
E-mail : m.tawfik@unesco.org

UNESCO Cairo

M^{me} Ghada Gholam
Education specialist
8, Abdel Rahman Fahmy, Cairo, Egypt
Tél. : +202 794 55 99
Fax : +202 794 52 96
E-mail : ggholam@mail.unesco.org.eg

8. D'autres observateurs

Secteur d'éducation de l'UNESCO

M. Richard Halperin, ED/HED
M. Shigeru Aoyagi, ED/BAS/LIT
M^{me} Koto Kanno, ED/BAS
M. Lucio Sia, ED/HED/TED
M^{me} Maria-Dulce Almeida-Borges, ED/PEQ
M^{me} Beverly Roberts, ED/EP
M^{me} Yoshie Kaga, ED/BAS/ECF
M^{me} Anne Muller, Media Team
M. Svein Osttveit, Co-ordinator Extra
Budgetary Activities
M^{me} Teresa Murtagh, Media Team
M^{me} Margarete Sachs-Israel (ED/ERD)
M^{me} Ramya Subrahmanian, (ED/DFU)
M. Chang, Gwang-Chol (ED/ERD)
M^{me} Dulce Almeida-Borges, (ED/PEQ/PES)
M^{me} Ushio Miura, (ED/BAS)
M^{me} Sheela Pimpare, (ED/BAS/LIT)
M^{me} Saba Bokhari, (ED/EP/NED)

D'autres secteurs

M^{me} Melanie Seto
Spécialiste adjointe du programme
ERC/CFS/FIT

M^{me} Akemi Yonemura
Spécialiste du programme
ERC/CFS/BKS

9. Rapporteurs

M. Clinton Robinson

Assisté par :

M^{me} Cynthia Guttman
M^{me} Faryal Khan
M^{me} Ute Meir
M^{me} Florence Migeon
M^{me} Beverly Roberts
M^{me} Suzanne Schnuttgen

10. Délégations permanentes à l'UNESCO et Commissions nationales

Délégation permanente de la Belgique auprès de l'UNESCO
Délégation Wallonie Bruxelles
M^{me} Geneviève François
Premier Conseiller
7, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. : 01 43 16 55 76
Fax : 01 43 16 52 33
E-mail : walbru.paris.francois@francophonie.org

Délégation permanente de Bolivie auprès de l'UNESCO
M^{me} Lucia Chavez Paz
Délégué permanent adjoint
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 30 39
Fax : 01 45 68 30 37
E-mail : l.chavez-paz@unesco.org

Délégation permanente du Brésil auprès de l'UNESCO
M^{me} Silvia Whitaker
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
E-mail : s.whitaker@unesco.org

Délégation permanente du Canada de l'UNESCO
M^{me} Dominique Levasseur
Political Officer
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 35 16
E-mail : dl.Canada@unesco.org

Délégation permanente du Chili auprès de l'UNESCO
M^{me} Beatriz Rioseco
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 29 55

Délégation permanente de la Chine auprès de l'UNESCO
First Secretary
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 34 63
Fax : 01 42 19 01 99
E-mail : dl.chine@unesco.org

Délégation permanente de la Colombie auprès de l'UNESCO
M^{me} Maria Zulema
Deputy Permanent Delegate
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 28 72
E-mail : mz.vellez@unesco.org

Délégation permanente du Congo auprès de l'UNESCO
M. François Nguie
Premier Conseiller
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 32 61
Fax : 01 47 83 38 22

Délégation permanente du Costa Rica auprès de l'UNESCO
M^{me} Carla Sierra
Counselor
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 25 72
Fax : 01 42 73 16 45
E-mail : c.sierra@unesco.org

Délégation permanente du Cuba auprès de l'UNESCO
M^{me} Diana Carmentale
Conseillère,
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 34 13

Délégation permanente du République Tchèque auprès de l'UNESCO
M^{me} Martina Vaclavikova
Troisième Secrétaire
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 35 35
E-mail : unesco.paris@embassy2v.cz

Délégation permanente d'Haïti auprès de l'UNESCO
S. Exc. M. Emmanuel Weson
Ambassador, Délégué permanent
35, ave de Villiers 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 54

Délégation permanente du Japon auprès de l'UNESCO
M. Keisuke Otani
First Secretary
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 35 41
Fax : 01 47 34 46 70
E-mail : deljpn.px@unesco.org

Délégation permanente du Liban auprès de l'UNESCO
M. Salim Baddoura
Chargé d'Affaires,
Délégué permanent adjoint
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris, France
Tél. : 01 45 68 33 81/80
Fax : 01 45 67 34 88

M^{me} Dima Fai
Chargé de Mission

Délégation permanente du Maroc auprès de l'UNESCO
M. Ahmed Najib Nejjar
Conseiller
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris, France
Tél. : 01 45 68 31 31
Fax : 01 45 68 18 69

Délégation permanente du Mexique auprès de l'UNESCO
M^{me} Gloria Muñoz
Chargée du Secteur Education
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris, France
Tél. : 01 45 68 34 28

Délégation permanente du Nigéria auprès de l'UNESCO
M^{me} Fatima Othman
Senior Counsellor
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris, France
Tél. : 01 45 68 26 63
E-mail : othmanfat@hotmail.com

Délégation permanente du Pérou auprès de l'UNESCO
M. Carlos Briceno
Premier Secrétaire
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75015 Paris
Tél. : 01 45 68 29 31
Fax : 01 45 68 29 31

Délégation permanente du Pologne auprès de l'UNESCO
M^{me} Malgorzata Dzieduszycka
Permanent Delegate
Gabriella Kranz (Ms)

Délégation permanente du Fédération Russe auprès de l'UNESCO
M. Vadim Razumovskiy
Counselor,
8, rue Prony 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 84 39
Fax : 01 42 67 51 99

Délégation permanente du Sénégal auprès de l'UNESCO
S. Exc. M. Mam Biram Diouf
Ambassadeur, Délégué permanent
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75732 Paris Cedex 15
Tél. : 01 45 68 33 92
Fax : 01 43 06 10 55

M. Ousman Diop-Blondin
Délégué Permanent Adjoint

Secrétariat de l'UNESCO:

M^{me} Mary Konin
M^{me} Maimouna Niang
M^{me} Ramata Diakité

Liste des documents

| Titre | Auteur/présentateur |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| EFA Flagships: Multi-Partner Support Mechanisms to Implement Dakar Framework for Action (PP) | M. John Daniel, UNESCO |
| UNGEI | |
| Understanding UNGEI as an EFA Flagship. Issues of Leadership and Coordination in Girls' Education. | M. Cream Wright, UNICEF |
| UNGEI: Accelerating Progress on Girls' Education (PP) | M. Desmond Bermingham, DFID |
| Country Report on Accelerating Progress on Girls' Education in Bangladesh (*) | M. Kazi Farid Ahammed, Bangladesh |
| Accelerating Progress on Girls' Education (*) | M ^{me} Penina Mllama, FAWE |
| L'initiative de mise en œuvre accélérée | |
| The EFA Fast-Track Initiative: Experience to Date and Next Steps (PP) | M ^{me} Barbara Bruns, World Bank |
| L'initiative Fast-track : un point de vue français | M. Serge Tomasi, France |
| Nicaragua (PP) | M ^{me} Violeta Malespin, Nicaragua |
| Tracking Progress of the Fast-Track Initiative: A Review of the FTI and Indicative Framework for Education Reform (PP) | M ^{me} Pauline Rose, Global Campaign for Education |
| HIV/AIDS | |
| Note For the Panel on HIV/AIDS and Education | M. Gudmund Hernes, IIEP |
| EFA vs. HIV/AIDS (PP) | |
| L'état d'avancement de l'EPT en Guinée dans le domaine du VIH/SIDA | M. Alpha Mamadou Diallo, Guinée Présenté par M. Thierno Aliou Diaoune |
| L'atteinte des objectifs de l'EPT dans le domaine du VIH/SIDA | M. Alpha Mamadou Diallo, Guinée |
| HIV/AIDS Education: Some Perspectives From the Asia-Pacific | M ^{me} Usa Duongsaa, ASPBAE |
| Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation | |
| United Nations Literacy Decade, UNLD: 2003-2012 (PP) | M ^{me} Aicha Bah Diallo, UNESCO |
| Improving Livelihoods for the Poor – The Role of Literacy | M. Yusuf Sayed, DFID |
| Brazil and the Education for All policy (*) | M ^{me} Lucia Helena Lodi, Brazil |
| Comments on the UN Literacy Decade | M ^{me} Maria Lourdes Almazan-Khan, ASPBAE |
| Initiatives de la société Civile | |
| The Big Lesson: What Lessons for EFA (PP) | M ^{me} Anne Jellema, Global Campaign for Education |
| UNESCO's Collective Consultation of NGOs on EFA (CCNGO/EFA): Outcomes from the Annual Assembly in Port Alegre (PP) | M. Carlos Zarco Mera, CEAAL |
| Suivi de l'EPT | |
| EFA Global Monitoring Report: A communication and dissemination strategy (PP) | M. Christopher Colclough, UNESCO |
| The Literacy Assessment and Monitoring Programme (LAMP): A New Approach to Literacy Measurement (*) | M. Simon Ellis and Ms Bénédicte Terryn, UIS |
| A Note on High-Level Group on EFA | M. Abhimanyu Singh, UNESCO |

PP = Présentation Power Point

* = Présentation Power Point et texte avec le même titre disponibles

Liste des documents UNESCO de référence

- ◆ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2002
- ◆ Rapport de la troisième réunion du Groupe de travail sur l'éducation pour tous, 2002
- ◆ Rapport de la deuxième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous, 2002
- ◆ Une Stratégie internationale pour mettre en œuvre le Cadre d'action de Dakar sur l'Éducation pour tous, 2002
- ◆ L'Éducation pour tous : dossier d'information, 2002
- ◆ UNESCO et l'éducation (Dossier d'information, 2003)
- ◆ L'éducation aujourd'hui (Le bulletin d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO)
- ◆ L'éducation dans un monde multilingue, UNESCO 2003
- ◆ Situation Analysis of Education in Iraq, UNESCO 2003
- ◆ L'égalité des sexes dans l'éducation de base, UNESCO 2002
- ◆ Le Défi de la parité entre les sexes dans l'éducation de base : étude statistique, 1990-1998, UNESCO 2002
- ◆ Asmara Declaration on Early Child Development: Framework for Action, 2002
- ◆ Enfants de la rue ; drogues, VIH/SIDA : les réponses de l'éducation préventive, UNESCO 2003
- ◆ Éducation pour tous, un état des lieux de la stratégie de promotion et de communication de l'UNESCO, 2003
- ◆ List of UNESCO Policy Briefs on Early Childhood & Family Education
- ◆ Early Childhood and Family Policy Series, no 1-2002
- ◆ L'alphabétisation, source de liberté (Dossier sur La décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation 2003-2012)
- ◆ HIV/AIDS – A Strategic Approach, UNESCO 2003
- ◆ Éducation, travail et avenir (CD-Rom, UNESCO 2003)

Le Groupe de travail sur l'EPT est un forum clef qui rassemble les plus importants partenaires de l'Education pour tous : gouvernements, société civile, agences bilatérales et multilatérales. Sa quatrième réunion, à Paris, en juillet 2003, a donné l'occasion d'un échange substantiel – autour des programmes-phares de l'EPT; c'était la première fois qu'un thème spécifique constituait l'essentiel de l'ordre du jour.

Mettant en avant leur expérience aux niveaux national et international, les participants ont examiné les progrès et les défis relatifs aux programmes-phares de l'EPT et à l'Initiative de mise en œuvre accélérée. Les programmes-phares en discussion étaient les suivants :

- ▶ l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)
- ▶ le VIH/sida et éducation
- ▶ la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA)

Le Groupe de travail a également débattu des initiatives de la société civile pour l'EPT, pris connaissance des projets pour une évaluation et un suivi efficaces de l'alphabétisation, a soutenu de nouvelles stratégies pour la diffusion des messages du Rapport mondial de suivi, et a proposé des manières de rehausser le profil du Groupe de haut niveau de l'EPT.

Cette réunion du Groupe de travail a fait la preuve de son utilité comme lieu d'élaboration d'une prise de conscience, et d'un partenariat dépassant les frontières institutionnelles et les différents agendas. Il a permis de faire du mouvement pour l'EPT une force plus cohérente et plus proactive – avec l'espoir qui en découle d'un plus grand impact sur les opportunités éducatives pour les groupes les plus défavorisés dans le monde.